

tribune

socialiste



Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié - N° 543 mercredi 21 juin 1972 - 2 F

avant **23 juin** après



LA PAROLE aux TRAVAILLEURS !

moi sanguinetti!
je suis un
gauchiste
brésilien



Les apolitiques et la politique

La banlieue nord de Toulouse est un secteur géographique où tout est « calme ».

Des affaires publiques, il n'en est question qu'à la veille des élections... et encore ! En 1968, un monsieur, inconnu dans la région, se fait élire, sans programme précis pour sa circonscription : on vote pour le parti de l'ordre ! (M. Sanguinetti, battu à Paris-Nord en mars 67).

Et pourtant les soucis quotidiens ne manquent pas : transports publics, emploi, spéculation foncière et immobilière, activités socio-éducatives, scolarisation.

C'est ce dernier problème qui a retenu l'attention des militants du secteur.

Toutes les démarches effectuées par les conseils de parents d'élèves (Fédération Cornec) sont demeurées vaines : des promesses d'administrateurs, d'élus locaux, c'est tout.

Pendant ce temps, le député UDR Sanguinetti manœuvre, il a peur du désordre et pour cause ! Une manifestation se prépare à dix mois des élections, dans une circonscription où il n'y a jamais eu d'agitation.

Il réunit les maires du secteur, chaque fin de semaine, chez lui : tous les vasaux « apolitiques » accourent pour témoigner de la fidélité au suzerain que l'on croit « tout puissant ».

Malgré ces tentatives de dévoiement, les parents d'élèves ne se démontent pas : ils décident d'occuper la voie publique le 3 juin, un samedi après-midi, à Aucamville, à 10 km au nord de Toulouse.

L'UDR prend peur : cette protestation pourrait avoir un succès populaire. Ses agents électoraux, « apolitiques » eux aussi, essayent de noyauter les réunions préparatoires à la manifestation... qui est politique, disent-ils ! (Peut-il en être autrement ?)

Le PS ménage ses arrières : dans un souci de laïcité, il n'interviendra pas et laisse ses adhérents libres de manifester ou pas (les problèmes scolaires ne concernent que de loin ses militants, à la retraite pour la plupart). Le PC soutient l'action des parents d'élèves, de l'extérieur, ses militants sont peu actifs ou absents des conseils locaux.

La dernière tentative de sabotage, de la part de l'UDR, se situe justement le samedi 3 juin, à 15 heures.

Alors que les mécontents de la politique scolaire se rassemblent à Aucamville afin de poser la première

Pierre d'un CES promis depuis des décennies, le député Sanguinetti se fait inviter par le conseil municipal de Castelginest (localité proche d'Aucamville) qui risquait de prendre position pour la manifestation.

Aussi, pendant que la population manifeste, une partie du conseil municipal, « apolitique » évidemment, rencontre le seigneur du coin pour lui témoigner le respect des usages.

Une autre partie du même conseil municipal est sur le terrain, derrière les banderoles réclamant CES, Lycée Polyvalent et transports scolaires gratuits.

La manifestation a rassemblé cinq cents personnes.

Le député a réuni dix conseillers municipaux.

Voilà qu'on commence à faire de la politique dans le secteur nord de Toulouse... et cela gêne les élus conservateurs, ainsi que l'UDR.

Pour avoir lu un journal

Le jeune brigadier-chef Daniel Petit, appelé au 3^e régiment d'artillerie basé à Carpiquet (14), s'est vu saisir dans son armoire, par la Sécurité militaire, trois dossiers APL-Caen concernant l'envoi d'un jeune ouvrier antillais à Fort-Aiton.

Bien que le bulletin de l'agence de presse « Libération » soit un journal légal (dont le directeur est Maurice Clavel) et non interdit par le ministère de la Défense nationale, Daniel

Petit a été mis immédiatement aux arrêts de rigueur.

Interrogé par la gendarmerie, il risque de passer devant le tribunal militaire de Rennes, sous l'inculpation de « démoralisation ou tentative de démoralisation de l'armée », fait qui relève de l'atteinte à la Sûreté intérieure de l'Etat. Il encourt une peine de un à cinq ans de prison ferme !

Trois autres soldats ont eu d'autre part 30 jours d'arrêts de rigueur pour avoir lu le dossier APL et l'avoir fait lire. Deux autres soldats ont eu 15 jours d'arrêts de rigueur pour l'avoir lu uniquement. Enfin, toute la chambrée de Daniel Petit a été sanctionnée.

Nous avons tous un fils, un frère, un voisin, ou un copain à l'armée...

— Parler avec eux des injustices, des humiliations, de l'arbitraire qu'ils subissent, c'est déjà contrôler le fonctionnement et les abus de l'armée ;

— Faire connaître ces faits autour de soi, c'est briser le secret qui entoure tout ce que fait l'armée, c'est soutenir le moral et les luttes des appelés, c'est soutenir les jeunes soldats sanctionnés.

Verdict à Nancy

Le 15 janvier dernier, la révolte éclatait à la prison Charles III de Nancy. Les détenus de l'atelier ABREC, après en avoir pris la décision collectivement la veille, donnaient le signal de la révolte, suivis par la grande majorité des autres détenus.

Ce fut la révolte la plus spectaculaire parmi celles qui secouèrent les prisons françaises. Le tract lancé à la population par les détenus du haut des toits qu'ils occupaient, réclamait :

— une justice plus équitable à l'intérieur de la prison ;

— une justice honorable ainsi que la suppression de la tutelle pénale, l'interdiction de séjour ;

— l'amélioration de la nourriture ;

— une hygiène décente, du chauffage dans les dortoirs ;

— ... que tous les détenus ne soient plus roués de coups à la suite de légères infractions.

Car telles étaient les conditions de vie à Charles III. Elles étaient pires, même, pour ceux qui travaillaient à l'ABREC. Sait-on qu'un détenu peut travailler huit heures par jour et gagner 2,50 F. Si la norme de production n'est pas atteinte, pas de salaire, le mitard (cette prison dans la prison) pour le week-end, un bol de soupe un jour sur deux et bien sûr des coups.

Ces conditions de vie, dignes des meilleurs bagnes, la justice a été obligée de les reconnaître ce 8 juin, jour du procès des six inculpés, accusés d'être les meneurs et les instigateurs. Car pour la bourgeoisie tout mouvement collectif ne peut s'expliquer que selon le schéma d'une poignée d'agitateurs entraînant derrière eux un troupeau de moutons.

Des détenus encore incarcérés ou d'anciens détenus sont venus témoigner des sévices subis, notamment.

Le tribunal correctionnel de Nancy a condamné les six inculpés à des peines de cinq à huit mois de prison et à 250 francs d'amende chacun. Demi-mesure (ils risquaient, au titre de la loi anti-casseurs, de 1 à 5 ans de prison), prise par désir de frapper quand même pour faire un exemple, mais pas trop fort par crainte des réactions de l'opinion publique et surtout des réactions de l'ensemble des détenus pour qui ce procès était un test.

Demi-mesure injuste car la seule décision équitable était la relaxe des inculpés. Demi-mesure qui laisse entièrement posé le problème de fond : « Qui va en prison et pourquoi ? » car la justice bourgeoise ne veut pas reconnaître qu'elle est une justice de classe laissant en liberté ceux qui volent des milliards à La Villette mais envoyant dans ce pourrissoir qu'est la prison, des jeunes, coupables de vols à l'étalage ou de mobylette. Les statistiques le prouvent : le détenu est le plus souvent un jeune ouvrier, au chômage ou mal payé ou bien un travailleur immigré, ces deux catégories étant les plus visées par l'arbitraire policier.

Ce contenu de classe de la justice, les détenus les plus conscients commencent à le comprendre et c'est ce qu'ils n'admettent plus. Ils comprennent que le vol est une façon individuelle et égoïste de s'en tirer. C'est pour cela que leurs luttes doivent être comprises et soutenues par les militants révolutionnaires. Un fait significatif : les inculpés avaient demandé à être défendus par Henri Leclerc. Un autre fait non moins révélateur, l'un des inculpés, Hoffmann, quitta le Palais de Justice, le poing levé, sous les applaudissements des spectateurs massés à la sortie.

Note : Un livre noir sur les événements de Charles III est paru. On peut se le procurer en écrivant à Mlle Leblanc, B.P. 3106, 54-Nancy.

La Commission Internationale du P.S.U. vient de publier :

Chili, voie électorale et/ou lutte armée

L'exemplaire : 5 F. En vente à la librairie de « Tribune Socialiste », 9, rue Borromée, Paris (15^e).

Le combat pour l'unité populaire

ROBERT CHAPUIS

La majorité ne va pas bien, mais le capitalisme ne va pas si mal. Au-delà des agaceries entre l'UDR et les indépendants, entre réformateurs dans la majorité et hors majorité, il y a la puissance du capitalisme qui s'efforce, tantôt politiquement, tantôt économiquement, de résoudre ses propres contradictions. Les travailleurs sont sensibles à cette puissance : ils en ressentent les effets dans l'entreprise et aussi dans toute leur vie. C'est pourquoi l'unité a pour eux tant d'importance.

L'unité populaire, c'est le moyen de constituer face à l'Etat capitaliste un autre pouvoir qui fera un jour dépérir l'Etat lui-même.

Les réformistes ont su faire de l'unité un slogan avec ce tour de force de lui faire dire le contraire de ce qu'il veut dire : l'unité ce serait le moyen d'aboutir à une nouvelle majorité parlementaire, ce serait le moyen d'occuper l'Etat pour mener jusqu'à son terme le développement capitaliste et jeter alors les bases « scientifiques » (selon le Parti Communiste) de l'Etat socialiste.

C'est ainsi que l'unité s'est identifiée à « l'union de la gauche », pour le plus grand profit des notables de tout poil. Mai 68 est venu déranger la comédie. D'une part, cette fameuse union s'est avérée inopérante. D'autre part et surtout, les travailleurs eux-mêmes ont repris l'initiative : ils ont assuré massivement leur unité dans leurs luttes contre le pouvoir patronal, contre la répression, contre la politique capitaliste. Leur pression a été si grande que le PCF a dû abandonner la référence permanente à l'union de la gauche pour lui substituer ou lui ajouter, selon les moments, celle de l'union populaire.

Mais le PCF ne change pas fondamentalement d'attitude. Il continue de rechercher le contrat entre les organisations politiques et syndicales, sur la base de ses propositions pour contrôler, canaliser la pression populaire et faire respecter les étapes destinées à assurer son propre pouvoir.

A cette stratégie, nous en opposons une autre : celle du pouvoir des travailleurs, du contrôle ouvrier, de l'unité populaire pour le socialisme. Elle n'oppose pas luttes électorales et luttes sociales ; elle les remet à leur place : les premières dans leur rôle d'appui (pour aujourd'hui dans la candidature, pour demain si possible par l'élection), les secondes dans leur rôle moteur.

Elle inverse ainsi le rapport que les réformistes ont établi et qui a conduit trop souvent les révolutionnaires à désertier le terrain électoral, par crainte de « faire le jeu » du réformisme.

Mais cette stratégie ne serait qu'un leurre si elle ne s'appuyait pas sur la réalité, c'est-à-dire sur la volonté et les aspirations des travailleurs. Trois conditions, trois contraintes nous sont immédiatement nécessaires pour mener à bien une stratégie capable de donner le pouvoir aux travailleurs :

- 1 - la rupture avec toute stratégie réformiste ;
- 2 - l'unité d'action des forces révolutionnaires, non pour s'isoler, mais pour résister politiquement aux courants réformistes et gagner les travailleurs à l'exigence du combat révolutionnaire contre le capitalisme ;
- 3 - le lancement à tous les niveaux, de toutes initiatives capables de développer un vaste courant d'unité populaire pour le socialisme, dont les for-

mes d'organisation s'inventeront sur le terrain et par l'expérience.

Notre dernier Conseil national a réaffirmé avec force notre choix révolutionnaire ; il a également lancé un appel à toutes les forces — quelles qu'en soient la taille et la forme — qui s'inscrivent dans le combat révolutionnaire pour rechercher en commun accord avec le P.S.U. les moyens d'assurer l'unité d'action indispensable. Notre projet de conférence nationale ouvrière, notre volonté d'aborder les échéances électorales dans la perspective du « pouvoir aux travailleurs », notre volonté de faire respecter une démocratie réelle dans toutes les organisations ouvrières, notre action continue contre la répression sous toutes ses formes, manifestent assez la volonté du PSU de travailler à l'unité des révolutionnaires. Mais cette unité ne serait-elle aussi qu'un leurre si elle ne se référait pas constamment à la véritable unité qu'il s'agit de construire, c'est-à-dire l'unité populaire.

Dès octobre 71, en fonction des mandats donnés par le 7^e Congrès, le Bureau national du PSU a pris contact avec toutes les organisations révolutionnaires pour examiner les analyses et les projets des uns et des autres.

Des accords importants sont apparus alors avec certaines organisations (AMR, ORA). Avec les Centres d'Initiative Communiste il est apparu possible d'aller tout de suite plus loin. Un projet commun s'est ébauché, auquel s'est adjoint « Objectif Socialiste » où Robert Buron venait d'être mis en minorité sur la question de l'adhésion au PS et dont la nouvelle équipe manifestait la volonté d'agir au sein des forces révolutionnaires. Ce projet s'est concrétisé dans un meeting commun à Metz le 14 avril, lors de la venue de Pompidou en Lorraine ; il le sera également le 23 juin à Orléans dans un débat « Six heures pour le socialisme ». La signification du projet est exprimée dans un document que l'on trouvera dans ce numéro de TS. Il ne s'agit pas de faire croire à une solution miracle pour lutter contre les projets qui visent à détourner la volonté d'unité des travailleurs dans le cadre réformiste de l'union de la gauche. Il s'agit seulement de ne négliger aucune des possibilités de concrétiser notre propre stratégie, même dans des limites encore étroites.

Les débats internes du PSU n'ont pas facilité les rapports avec certaines organisations du courant trotskyste ou maoïste. Nous sommes persuadés que notre Conseil national, au-delà des procès d'intention internes ou externes, aura servi à manifester plus clairement la volonté collective des militants du PSU : consolider les bases du mouvement révolutionnaire, réaliser l'unité des travailleurs.

De même que, sur le terrain, les militants du PSU n'agissent jamais seuls, de même le parti tout entier n'entend pas agir seul. Notre lettre aux organisations révolutionnaires que l'on trouvera également dans ce numéro (page 4) montre notre volonté de discuter sans exclusive avec chacune d'entre elles sur des objectifs précis que nous proposons ou qu'elles nous proposeront. Après avoir clarifié ses propres positions, le PSU entend bien servir à l'unité des militants révolutionnaires. C'est pour lui, non pas la seule, mais une des façons de contribuer à l'unité populaire qui saura imposer un jour la victoire du socialisme

sommaire

4. Lettre du PSU aux organisations révolutionnaires.
5. Jean Verger : Forces et faiblesses du mouvement trotskyste.
6. Vers un mouvement d'unité populaire.
7. A Paris on occupe les logements vides. Drancy : grève au foyer de travailleurs immigrés.
8. 9. Les « moins de 1.000 F ». Le rôle direct des travailleurs. Des A.G. de décision. Les paroles et les actes.
10. Un patron à Roubaix. Chalandon veut licencier des militants syndicaux. Thierry Morus : Un film de Pietri : « La classe ouvrière va au paradis ».
11. Romain Saint-Servan : L'entracte vietnamien.
12. En Argentine on torture.
13. Pierre Bontemps : Des bombes pour la réaction allemande. Bernard Lévy : Quelle violence au Venezuela.
14. François Soulage : Paris va-t-il disparaître.
15. Les absences de Stockholm. Sharon Courtoux : Jean Neko fait la grève de la faim.
16. Alain Rannou : Ouvrir des perspectives.

tribune
socialiste
PSU

Directeur politique :

Christian Guerche

Directeur adjoint :

Gérard Féran

Comité politique :

Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallue - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel - Jean-Claude Vallant.

Comité de rédaction :

Jean-Louis Auduc - François Brousse - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Robert Destot - Jacques Ferlus - François Gyr - Bernard Levy - Alain Moutot - Dominique Nories - Lucien Saintonge - Jean Verger.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction
Administration :

9, rue Borromée
PARIS (15^e)

566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N. M. P. P.

S.A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 27.000 exemplaires

BILAN DE LA SOUSCRIPTION AU 17 JUIN 1972

Ain	530	Mayenne	296
Aisne	360	Meuse	130
Allier	233	Meurthe-et-Moselle	1.200
Alpes-Maritimes	895	Morbihan	185
Ardèche	760	Moselle	750
Ardennes	160	Nièvre	267
Ariège	420	Nord	680
Aube	320	Oise	330
Aude	205	Orne	381
Aveyron	215	Pas-de-Calais	822
Bouches-du-Rhône	266	Puy-de-Dôme	1.479
Calvados	190	Pyrénées-Atlantiques	1.075
Cantal	105	Hauts-Pyrénées	120
Charente	50	Pyrénées-Orientales	440
Charente-Maritime	700	Bas-Rhin	290
Cher	10	Haut-Rhin	880
Corrèze	1.010	Rhône	1.550
Corse	220	Haute-Saône	140
Côte-d'Or	832	Saône-et-Loire	1.402
Côtes-du-Nord	355	Sarthe	885
Creuse	190	Savoie	540
Dordogne	935	Haute-Savoie	960
Doubs	2.582	Seine-Maritime	1.365
Drôme	977	Seine-et-Marne	850
Eure	346	Deux-Sèvres	10
Finistère	1.828	Somme	430
Gard	684	Tarn	400
Haute-Garonne	1.230	Tarn-et-Garonne	214
Gers	85	Var	430
Gironde	775	Vaucluse	150
Hérault	620	Vendée	220
Ille-et-Vilaine	1.290	Vienne	210
Indre-et-Loire	485	Haute-Vienne	570
Isère	1.569	Vosges	140
Jura	1.145	Yonne	688
Loir-et-Cher	270	Belfort	300
Loire	990	Etrangers	250
Haute-Loire	50	Anonymes	65
Loire-Atlantique	915	Paris	5.134
Loiret	120	Yvelines	1.589
Lot	50	Essonne	2.650
Lot-et-Garonne	10	Hauts-de-Seine	3.500
Maine-et-Loire	714	Seine-Saint-Denis	2.395
Manche	180	Val-de-Marne	2.034
Marne	1.250	Val-d'Oise	1.293
Haute-Marne	882	Total	67.490

- 10 F par militant pour « T.S. ».
- 1 abonné nouveau par militant.
- 1 point de vente militant par section.

Versements à « T.S. » - C.C.P. Paris 58-26-65
avec mention « souscription T.S. »

Lettre du P.S.U. aux organisations révolutionnaires

Notre dernier Conseil National a pris deux décisions : l'une et l'autre appellent de notre part une proposition de débat entre nos organisations.

La première concerne l'organisation d'une conférence ouvrière en octobre. Celle-ci aurait pour objet de permettre une analyse des luttes ouvrières actuelles, qu'il s'agisse des formes de luttes, du rôle des OS par rapport à l'ensemble de la classe ouvrière, du débouché politique de ces luttes. Cette conférence sera ouverte aux militants révolutionnaires organisés ou non qui ont participé à ces luttes. Elle ne saurait se transformer en une simple confrontation des stratégies ouvrières, politiques et syndicales de chaque organisation. C'est pourquoi nous voudrions en discuter avec vous.

La seconde décision de notre Conseil National met en avant la nécessité d'une apparition renforcée du mouvement révolutionnaire durant les prochaines échéances (notamment électorales).

Il doit être clair qu'une telle tentative n'a de sens pour nous que si elle s'inscrit autour d'une plate-forme anti-capitaliste minimum et dans un accord commun pour un désistement de classe au second tour.

Ces deux initiatives ne sont pas isolées. Elles s'inscrivent dans un débat plus vaste qui nous semble plus que jamais nécessaire sur une stratégie révolutionnaire dans la période actuelle, en particulier sur le rôle politique de nos organisations dans la réalisation de l'unité des travailleurs et de l'unité populaire.

Afin de discuter des deux propositions que nous vous faisons et pour trouver les moyens du débat plus large dans lequel s'inscrivent ces initiatives, nous vous proposons de nous rencontrer dans les meilleurs délais, en un lieu de votre choix.

Pour le Bureau national
Michel Rocard.

Une sélection de
tribune socialiste

DISQUES



En vente à la
librairie de TRIBUNE
9, rue Borromée, Paris 15
C.C.P. 58 26 65 Paris

FOLKLORE

52.001. — CHANTS FOLKLORIQUES TZIGANES. Lida Goulesco, chant - accompagnée par Guyla Kokas et son ensemble : Gari, gari - Droujba - Matouchka. 24,25 F

52.002. — RECITAL FLAMENCO. Jose Pena, guitare : Alegrias - Fandangos - Siguiriyas 24,25 F

52.003. — FLUTES INDIENNES. SIKU et KENA, Isidoro Canones y su conjunto : El zaïno - Kena miski - La piojosa 24,25 F

52.005. — UN HOMBRE DE ARGENTINA. Raul Maldonado, guitare et chant : Changuito guerrillero - Hijo 24,25 F

52.006. — MUSIQUE TRADITIONNELLE DU JAPON. Teiko Kikuchi, koto : Le pluvier chantant - A l'automne 24,25 F

JAZZ

PRIX série 10.000 : 28,40 F

PRIX série 50.000 : 24,25 F

13.002. — ŒIL-VISION. Jean-Luc PONTY - J.-L. CHAUTEUPS : Chant Inca - Satirique - Œil-Vision...

13.006. — DHARMA QUINTET : Tormilina - Tonton SFP - Cirrus...

53.001 - 53.002 - 53.005. — HIGH SOCIETY JAZZ BAND : Sweet Lorraine - Tiger rag - Panama...

53.004. — RAGTIME ET WASHBOARD BANDS : Contentment - Nightingale rag...

DIVERS

54.003. — LES CLASSIQUES DE L'ACCORDEON. André Brocoletti et son orchestre : Reine de musette - Le dénicheur 24,25 F

54.005. — LA BELLE EPOQUE DU PIANO MECANIQUE : Black bottom - Roses de Picardie... (Idéal pour la sonorisation de films muets, genre Laurel et Hardy) ... 24,25 F

CHANSONS

JEAN-MARIE VIVIER - un chanteur à découvrir ..

14.001. — Jean-Marie Vivier chante Aragon, Pierre Seghers, J. Ollivier, Georges Dor, Léo Ferré, Mouloudji 28,40 F

14.002. — DES CHANSONS DE Jehan Jonas - Gilles Vigneault - un poème de Jehan Rictus. 28,40 F

14.003. — L'ILE LOINTAINE à écouter absolument 28,40 F

FORCES ET FAIBLESSES DU MOUVEMENT TROTSKYSTE

JEAN VERGER

L'histoire du trotskysme s'identifie à l'histoire du mouvement ouvrier.

A cet égard le livre de Craipeau est riche par les enseignements qu'il nous apporte sur la période 1929-1947. Pendant cette période, Craipeau fut un des protagonistes importants du drame que joua l'avant garde léniniste dans une situation tout entière dominée par le poids du stalinisme sur les masses.

Il ne s'agissait pas seulement d'un débat idéologique ; les trotskystes se trouvèrent successivement confrontés en 1934-1935 avec la mise en avant d'une politique de front unique ouvrier dont ils étaient les seuls véritables défenseurs, puis lorsque le Front populaire fut mis en avant par le PCF et la SFIO, front unique dévoyé où les masses étaient mises par leurs organisations sous la houlette de Daladier, ils eurent à se battre contre cette déviation honteuse. Pendant la guerre ils se battirent encore à contre-courant pour une politique qui fût au service de la classe ouvrière et non de la bourgeoisie gaulliste. Enfin après la libération, ils dénonçaient le tripartisme, l'union sacrée des partis ouvriers avec la bourgeoisie, destinée à restaurer les bases économiques et sociales d'un capitalisme dont les masses attendaient pourtant, après la libération, le renversement.

Des batailles à contre-courant...

Les masses, malgré la lutte quotidienne dans les entreprises, malgré le « il faut savoir finir une grève » de Thorez en 1936, ou le « produire d'abord » du même Thorez en 1945, faisaient confiance à leurs organisations traditionnelles et à leurs chefs.

Un moment, en mai 1947, durant les grandes grèves dont le démarrage fut animé par une poignée de trotskystes, il sembla que la trahison des dirigeants du PCF s'opposant de face, à visage découvert à la grève générale, allait enfin permettre aux travailleurs de se tourner vers eux : en quelques semaines, le PCF fit un virage à 180° et... prit la tête du mouvement de grèves.

Les quelques indications figurant dans la seconde partie du livre sur le mouvement trotskyste de

1947 à nos jours, sont fugitives, parfois inexactes, ou comportent un grand nombre de lacunes ; l'une d'entre elles me semble significative : voulant à toute force montrer que de 1948 à mai 1968, le trotskysme disparaissait quasiment de la scène politique, Craipeau a tout simplement oublié le travail de masses remarquable que le petit PCI de 1949-1950 anima pour la défense de la Yougoslavie en butte aux attaques hystériques des stalinien. Les 2.000 jeunes que le PCI, sous l'impulsion de Marcel Bleibtreu, envoya en Yougoslavie en « brigades » et tout le travail politique mis en œuvre pour contrecarrer la politique antiyougoslave du PCI, repré-

assistent au mouvement qui se déroule sous leurs yeux, en spectateurs, actifs certes au niveau de l'action quotidienne, mais incapables de jouer le moindre rôle moteur et dirigeant.

Mieux encore, c'est au sein du groupe trotskyste dont sera issue la Ligue communiste, que dès le milieu du mois de mai on voit apparaître des appréciations du type : ce n'est qu'une répétition générale (1905 ou février 1917 ?), ce sera au mieux la chute du gaullisme, il n'y a pas de parti révolutionnaire, préparons le repli pour mieux encaisser la période inévitable du reflux. Ces formules ne sont pas toutes textuelles, mais elles

tutelle radicale du mouvement ouvrier obtient dans certains secteurs un écho parmi les masses.

1947 : ils jouent un rôle important dans le déclenchement et la direction des grandes grèves de mai.

... à l'incapacité à jouer un rôle

Pourquoi ces carences en mai 68, et aujourd'hui, malgré un renforcement important en forces militantes, pourquoi cette incapacité du trotskysme organisé à jouer un rôle ?

La réponse tarte-à-la-crème, qu'on nous jette à la figure c'est « l'absence de parti révolutionnaire ».

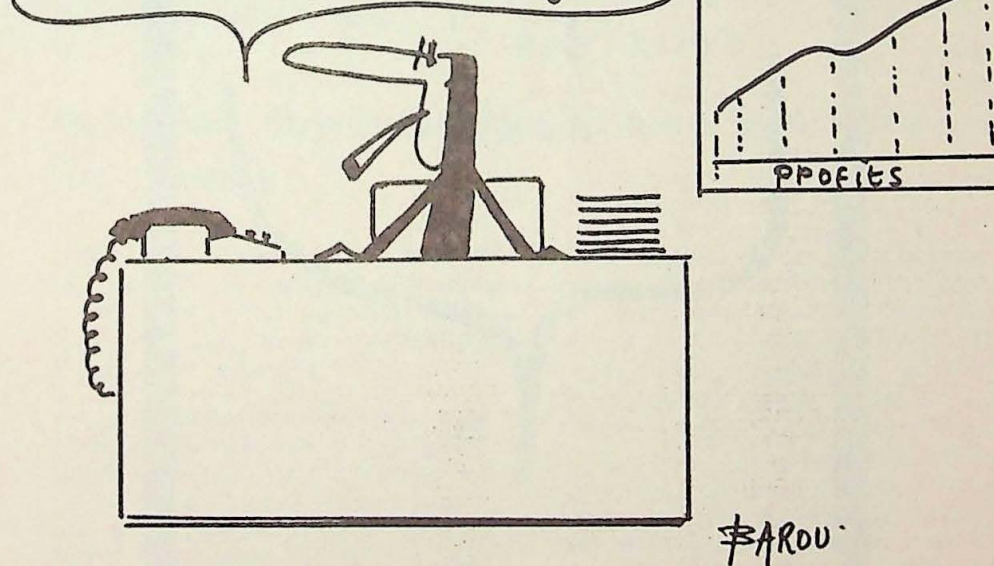
C'est d'ailleurs ce que fait Craipeau lorsqu'il explique l'échec de mai 68 (1). Mais les problèmes de la construction du parti révolutionnaire, posés depuis 40 ans, ne peuvent se résoudre ni par le volontarisme, ni par l'addition de sectes (si fortes soient elles) ni par les simples déclarations publiques. Un fait est là : le trotskysme officiel, structuré, a été, dans cette nouvelle période, incapable de jouer le rôle qui pouvait être le sien.

Sans doute, parce que le poids de 15 ou 20 ans de luttes à contre-courant, dans les pires conditions d'isolement, sans oublier les violences et la terreur stalinienne, ne pouvaient pas ne pas imprimer aux hommes et aux organisations issues de telles luttes, les stigmates profonds d'une certaine dégénérescence, le sectarisme et certaines formes de bureaucratisme, contre lesquels pourtant se battit le « Vieux ».

Si le trotskysme demeure vivant aujourd'hui, c'est par la permanence des idées de Trotsky, continuateur de Marx et de Lénine, et aussi... par les milliers et les milliers de militants qui, dans les organisations trotskystes, puis en dehors d'elles, se sont formés au marxisme.

(1) Ce qui demeure une explication abstraite, trop générale, qui n'explique pas pourquoi des noyaux (importants) de l'avant-garde et du mouvement étudiant radicalisé, n'a pas jailli une direction capable de s'imposer comme telle aux travailleurs en lutte !

Quand ils étaient ministres, ils savaient faire terminer une grève



sentent autre chose qu'une politique de secte.

Bien sûr, ce travail déboucha aussi sur un échec dont les causes sont multiples, mais dont beaucoup tiennent à la période marquée par la guerre froide, et la mise sous le boisseau d'une classe ouvrière, à qui hors du « camp socialiste » le stalinisme ne présentait que l'alternative du « camp américain » choisi par les réformistes de la SFIO et leurs alliés.

Et voilà mai 1968, en France, le test de la crise révolutionnaire tant attendue : le trotskysme organisé, ses vieux cadres, comme ses jeunes militants, tous sans exception,

traduisent bien la position politique de ces camarades. Je me souviens parfaitement d'une conversation avec le camarade Pierre Frank, vers le 20 mai, dans la cour de la Sorbonne, reprenant ces thèmes. Or l'analyse de la période 1929-1947, montre que les trotskystes, dans une période incomparablement plus difficile, et où ils se battaient avec des forces numériques bien plus faibles, étaient pourtant capables d'assumer pleinement leur rôle d'avant garde : 1934, leur campagne sur le mot d'ordre de front unique a un impact certain.

1936 : leur lutte contre la mise sous

VERS UN MOUVEMENT D'UNITÉ POPULAIRE

Inégalité, injustice, chômage, anarchie de villes, dépérissement de régions entières : telles sont les manifestations habituelles et actuelles de l'exploitation capitaliste.

Aujourd'hui le régime qui gouverne ce pays a franchi un nouveau stade et organisé un véritable racket. La France est gouvernée par des banquiers, des affairistes sans scrupules, parasites de la rente et du pourcentage, experts en trafic d'influence et plus imaginatifs pour la fraude que pour l'intérêt public. Cependant la résistance s'organise. La grève du Joint français à Saint-Brieuc, marque sur le terrain même de la lutte des classes la détermination des travailleurs. La solidarité qu'ils ont rencontrée en Bretagne et dans toute la France, leur capacité d'organisation et de décision manifestent assez que Mai 68 n'est pas mort.

Par le biais d'un référendum impromptu, Pompidou a voulu faire oublier à la fois les scandales et la combativité accrue des travailleurs. Il a démontré en fait la faiblesse réelle du régime.

Cependant, l'influence des forces capitalistes qui se disputent le Marché commun ne cesse d'augmenter. La conscience internationale s'intensifie et le capitalisme doit se réorganiser sur une vaste échelle.

Les travailleurs de l'industrie et des services sont les premières victimes de la course au profit : dans leur emploi, la déqualification de leur travail et ses conditions, leur statut même (en particulier pour les immigrés et ceux qui sont soumis au travail temporaire).

Mais, paysans, artisans et petits commerçants voient eux aussi leur avenir condamné par l'emprise croissante du grand capital industriel et bancaire sur leurs secteurs traditionnels d'activité et par la concentration impitoyable qui en résulte.

Mais l'ensemble des activités humaines se trouve aujourd'hui ainsi touché : information, formation professionnelle, loisirs, etc.

Pour arrêter cette dégradation et préparer un autre avenir, un changement de gouvernants ne suffit pas. La situation présente montre clairement que le capitalisme porte l'exploitation et l'affairisme comme le nuage porte la pluie. C'est donc le système lui-même qu'il faut changer.

Pour nous, il n'y a pas d'autre choix que le socialisme.

Et, disons de la manière la plus nette : il n'y a pas d'avenir socialiste pour la France sans que se réalise l'unité des forces populaires.

Mais l'unité est chose si précieuse à tous les travailleurs et surtout aux plus exploités d'entre eux qu'elle ne doit pas devenir thème de propagande et alibi de manœuvres d'appareil's.

Les leçons de l'histoire sont sévères. L'unité qui a été le fruit de longues campagnes communes du Front populaire, ou le résultat de circonstances liées à la guerre et

à la Résistance comme en 44-45, n'a pas suffi à permettre que commence la transformation socialiste du pays.

Il y a manqué à chaque fois la détermination des directions politiques et la puissance d'une poussée populaire continue autour d'objectifs communs.

L'unité qu'il faut promouvoir est donc d'abord celle des travailleurs : il n'y a pas d'unité sans qu'ouvriers, paysans, employés, fonctionnaires et travailleurs intellectuels n'en vivent concrètement les objectifs immédiats.

Ceci pose avec encore plus d'acuité la question : Quel socialisme ?

Le mouvement socialiste est né d'abord de la volonté de faire sortir les sociétés humaines de la misère. De ce premier combat, il reste des organisations, des tradi-

tions, des formes de lutte généralement tournées vers la recherche d'un autre partage du revenu. Cette lutte demeure essentielle.

Mais au stade actuel du développement économique dans nos pays, une autre misère prend de nouvelles dimensions : celle des relations entre les hommes, celle des rapports sociaux. Le mouvement de Mai 68 a exprimé avec éclat la révolte des jeunes et des travailleurs contre le mode de vie qui leur est imposé. De nouvelles formes de luttes et d'organisations se font jour pour mener un combat socialiste d'un nouveau genre. Elles appellent de ce fait un certain type de société à la fois opposée au système capitaliste et différente du système soviétique, oppressif, bureaucratique et centralisé.

En effet, la collectivisation des moyens de production, sans la-

quelle il n'y a pas de socialisme possible, ne suffit pas pour autant à résoudre les problèmes que pose la construction d'une société socialiste.

Il faut aboutir à des structures permettant l'expression des conflits et favorisant un débat réel à travers les partis, les syndicats et toute forme d'organisation autonome de masses.

La transition vers ce socialisme implique des objectifs précis, pris consciemment et concrètement en charge dès aujourd'hui par les travailleurs dans leurs luttes sur l'entreprise (qu'il s'agisse de leur salaire, de leur emploi ou de leurs conditions de travail), sur leur cadre de vie et le système de formation qui les concernent, eux et leurs enfants.

Un vaste mouvement populaire d'unité pour le socialisme doit naître dans ce pays. Les organisations politiques et syndicales qui se réclament du socialisme peuvent y jouer pleinement leur rôle; l'essentiel est que les travailleurs dans les comités de base ou toutes autres formes d'organisation choisies par eux, retrouvent l'initiative dans la manifestation des objectifs fondamentaux de leurs luttes.

Les signataires sont résolus à ne revivre ni l'échec d'une espérance socialiste compromise par une coalition simplement électorale, ni l'échec d'une crise révolutionnaire avortée faute d'objectifs déterminés, de perspectives claires, d'actions cohérentes et de formes efficaces d'organisation unitaire.

Ils n'entendent pas fixer d'avance l'ensemble de ces objectifs, de ces perspectives, mais se proposent de soutenir :

- la constitution à la base de comités d'unité populaire pour le socialisme ;
- l'élaboration collective d'un programme de transition vers le socialisme ;
- l'organisation en commun de campagnes dans tout le pays ;
- et dans l'immédiat, l'ouverture d'un vaste débat politique sur les problèmes de l'unité et du socialisme.

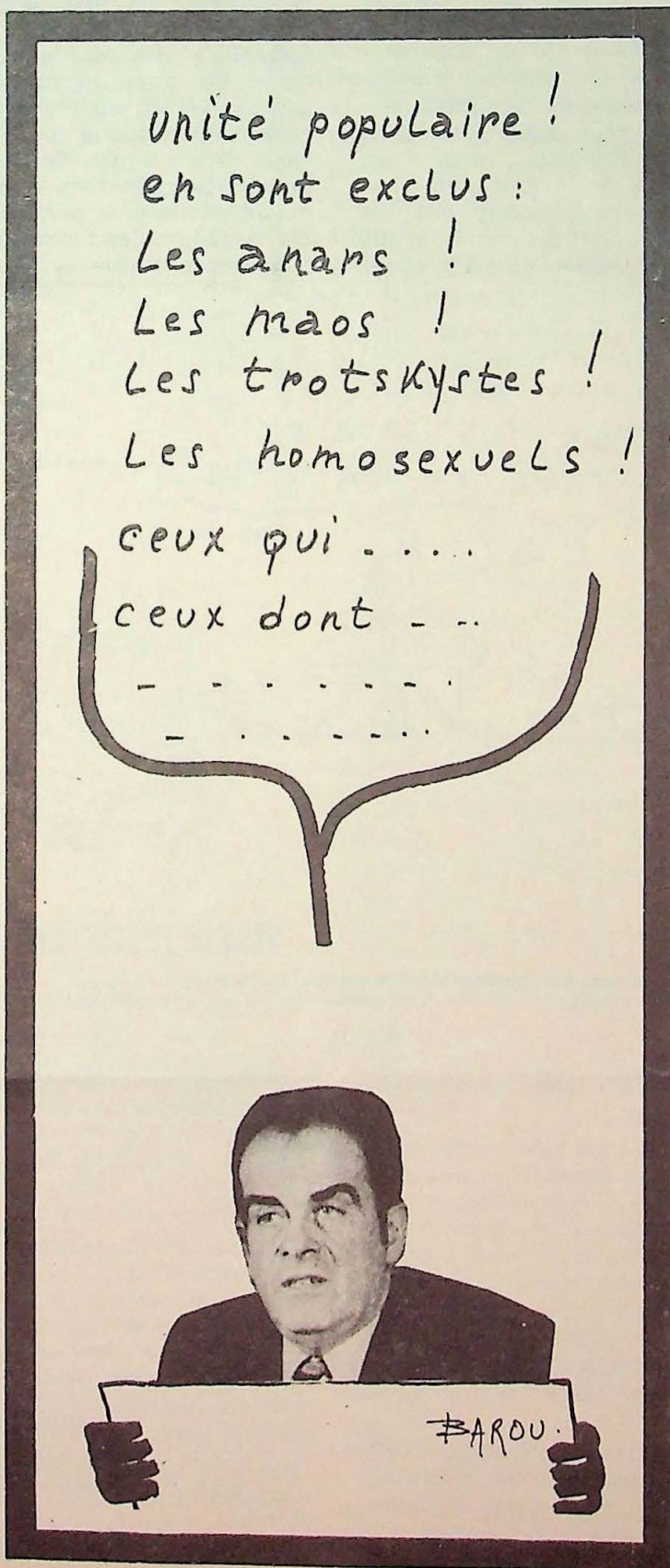
Dans ce but, ils ont délégué des représentants de leurs organisations pour mettre sur pied, avec des délégués d'autres organisations et diverses personnalités, un secrétariat de coordination qui sera au service de toutes les initiatives locales et régionales.

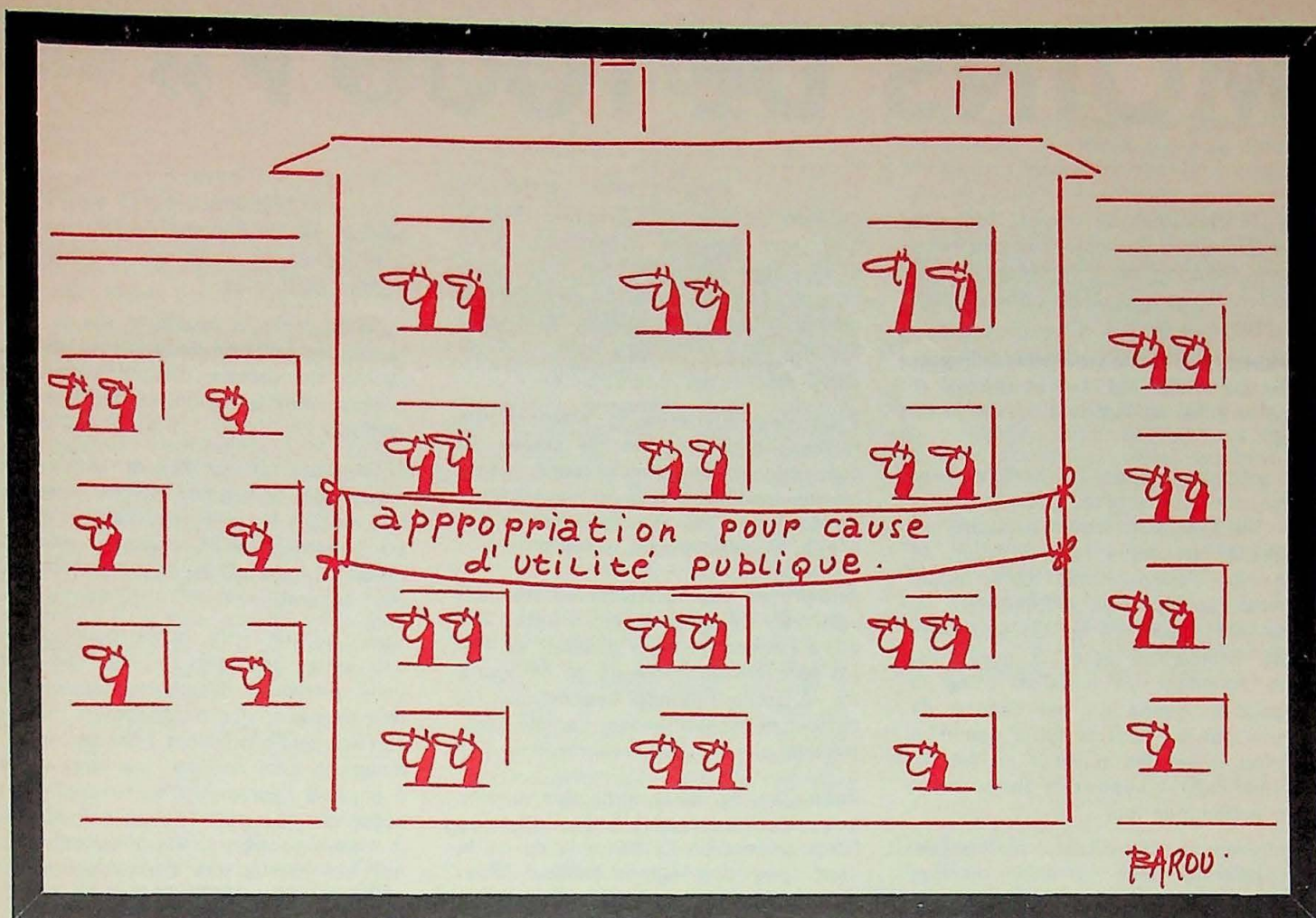
Une première manifestation aura lieu le 23 juin à Orléans pour :

Six heures sur le socialisme dans le cadre de débats et de carrefours sur les thèmes essentiels du combat socialiste d'aujourd'hui.

Les signataires appellent tous ceux qui partagent l'essentiel de leurs préoccupations, quelle que soit leur forme d'organisation ou qu'ils soient inorganisés, à apporter leur contribution à la création d'un vaste mouvement populaire d'unité pour le socialisme.

**Centre d'Initiative Communiste
Objectif socialiste
Parti socialiste unifié.**





A Paris on occupe les logements vides

165.000 logements sont vides à Paris. Et pendant ce temps-là, on expulse vers la banlieue les travailleurs qui ne peuvent pas payer le loyer d'un immeuble dit de classe (!). Les banquiers, les promoteurs et tous les parasites qui vivent à leurs crochets se remplissent les poches. Les affaires vont bien. C'est le règne de la spéculation effrénée.

Les opérations de « rénovation » rasant, l'un après l'autre, les vieux quartiers. Alors, que peut faire le peuple, face aux margoulins de la finance ?

Attendre les élections et se faire bernier une fois de plus ?

A Paris, il prend ses affaires en main. Il occupe les logements vides. Dans les 15^e, 5^e, 19^e, 11^e, 14^e arrondissements, des familles dont les revenus sont modestes, avec enfants et personnes âgées se sont installées. Les propriétaires (des spéculateurs « individuels » ou en sociétés) ont fait appel à la police, retranchés derrière la loi bourgeoise qui défend la propriété et sa jouissance. Expulsion ici, maintien là, mais partout « résistance ».

Autour des mal logés qui occupent et s'installent, les gens en voyant l'action de la justice et de la police jugent : « Ils sont au service des possédants, de ceux qui ont le fric et qui commandent partout. » Alors, ils se sentent solidaires de leurs nouveaux voisins. Ils s'organisent, aidés par les militants révolutionnaires. Ils prennent conscience qu'il n'y a que des victoires partielles tant que le système capitaliste ne sera pas jeté à terre.

Pendant la fin de semaine du 26 au 28 mai, une vingtaine de personnes ont « trouvé » un logement. Cela s'est passé d'abord dans le 13^e arrondissement en cours de destruction au profit de buildings pour affairistes. Tout le quartier populaire de la Butte-aux-Cailles se solidarise avec « ceux du 33 », cette Butte-aux-Cailles où la Commune de 1870 avait instauré la gratuité des loyers et qui fut l'un des derniers bastions à tomber.

Le lendemain dimanche, c'est dans deux endroits du 20^e que se sont installés d'autres mal logés.

Nouvelle occupation dans le 12^e quelques jours plus tard. Mais la police

expulse immédiatement. Elle a pu le faire parce que le soutien populaire a été mal préparé.

Dans le 20^e, les travailleurs qui ont trouvé un logement seront à leur tour chassés par la police : on vide les logements comme on vide les usines occupées. Pourtant, les usines et les maisons sont construites avec la sueur et aussi le sang des ouvriers. Ceux-ci comprennent qu'ils sont volés et que la police est au service des voleurs.

Dans le 13^e, le soutien populaire ne se ralentit pas. Cependant, la justice bourgeoise a donné quinze jours aux « mal-logés » pour évacuer les lieux, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} juillet.

Grève au foyer de travailleurs immigrés de Drancy

Depuis le 5 décembre 1971, les 900 travailleurs immigrés (Africains et Nord-Africains) du foyer Asso-traf de Drancy, sont en grève des loyers pour obtenir :

— La réfection des bâtiments existants et l'amélioration des conditions de vie : actuellement les chambres de 12 m² sont occupées par 8 locataires, ce qui rapporte 720 F par chambre au patron (90 F par lit).

Ces chambres sont sans carrelage, elles ont pour lavabos quatre robinets, pour armoires des armoires d'atelier dans lesquelles il est impossible de rien ranger. De plus, l'hygiène et la sécurité sont loin d'être satisfaisantes : les amenées d'eau et de gaz sont des plus vétustes ; les égouts donnent dans la salle à bagages : quand il pleut, on a de l'eau jusqu'aux chevilles.

Dans les cuisines, il n'y a qu'un réchaud pour vingt personnes, ce qui signifie 2 à 3 heures d'attente avant de pouvoir manger.

— L'agrandissement du foyer par l'adjonction d'un nouveau bâtiment pour que les locataires ne soient plus que deux au lieu de huit par chambre.

La résistance s'organise mais elle sera affaiblie si elle se limite à des appels humanitaires autour de la seule plateforme de revendication des occupants.

Elle doit s'organiser autour du **Secours rouge**, très présent depuis deux ans dans l'arrondissement. Elle peut aussi passer par un **comité de soutien** regroupant des organisations révolutionnaires et démocratiques, comme dans le 5^e arrondissement où se mène une lutte importante contre les expulsions de travailleurs immigrés. Elle devra enfin dépasser le cadre humanitaire et poser en terme de lutte de classe la lutte sur le logement afin que n'apparaissent pas des solutions mystificatrices.

A ces revendications, **Larché**, le patron du Foyer (président de nombreuses compagnies et conseiller personnel de Léopold Senghor), et qui est propriétaire de cinq foyers dans la région parisienne, a d'abord opposé son refus puis s'est incliné : il accepte de construire le nouveau bâtiment. Reste le problème du terrain : il faut le trouver à Drancy car les travailleurs du foyer refusent d'être divisés.

Tout semble donc réglé puisque dès le 5 décembre, le maire et quelques conseillers municipaux (municipalité PC) assurent le comité de locataires de son soutien... Les locataires en attendent encore une manifestation.

Serait-ce par exemple le parking que le maire propose de construire sur le terrain appartenant à la SNCF, et que le maire se fait fort d'obtenir ?

Les locataires n'ont rien à faire d'un parking, ils veulent un logement décent.

Mais du bâtiment, il n'en est pas question. Au cours d'une entrevue avec le maire, le comité de locataires a encore entendu le maire

les assurer de son soutien, mais refuse la construction du bâtiment à Drancy ! Le prétexte en est que la population de Drancy n'aime pas les travailleurs immigrés, qu'il y a « trop » de travailleurs immigrés à Drancy.

Pourtant, les locataires du foyer aidés par le comité de soutien (militants d'organisation : PSU, Révolution, Secours rouge et militants inorganisés) ont déjà reçu plus de 350 signatures à la pétition qui exige du maire son autorisation et son accord pour la construction du nouveau bâtiment.

En plus des signatures, les locataires du foyer ont reçu des marques de soutien :

— Sur le marché où tous les dimanches depuis un mois le comité de soutien et quelques locataires discutent avec la population et lui expliquent pourquoi les travailleurs immigrés sont venus en France. Il n'y a pas de travail chez eux car leur pays est pillé par les pays impérialistes (exemple : le fer de Mauritanie, la bauxite de Guinée, les arachides du Sénégal et du Mali).

En même temps, les gouvernements des pays impérialistes, telle la France, passent des accords avec les gouvernements fantoches des anciennes colonies et programment ainsi, selon les besoins des pays impérialistes, l'importation de main-d'œuvre étrangère que l'on pourra surexploiter dans le travail et dans le logement (exemple l'accord passé entre Pompidou et Moussa Traoré, président du Mali, au cours de la visite de ce dernier en France).

— Au lycée de Drancy, au cours de la semaine anti-impérialiste organisée par les élèves du lycée dans le cadre du foyer socio-éducatif, les travailleurs immigrés ont pu là encore discuter avec les élèves et leurs parents : inutile de dire que tout le monde n'était pas d'accord avec leurs revendications en particulier les conseillers municipaux présents.

C'est pourtant à la demande de spectateurs présents que les locataires du foyer ont décidé d'inviter la population de Drancy à une journée portes ouvertes le dimanche 4 juin.

Cette journée a montré la combativité des locataires : ils sont décidés à lutter jusqu'à la victoire finale. Si la population de Drancy n'était pas largement représentée, les travailleurs du foyer de Drancy ont reçu de la part d'autres foyers en lutte dans la région parisienne (foyers de Pierrefitte, de St-Denis, de la rue Riquet) l'assurance de leur soutien dans la lutte.

Quant à la municipalité et au Parti communiste, ils tentent par la calomnie et le manque de démocratie (refus d'un débat et expulsion des militants immigrés par la force à la suite de la représentation de la pièce de Peter Weiss « le Fantoche lusitanien » traitant de l'impérialisme portugais en Angola) d'empêcher la population de Drancy de soutenir la lutte des travailleurs immigrés.

Pour nous révolutionnaires, les travailleurs immigrés font partie intégrante de la classe ouvrière française, ce n'est que par la solidarité effective que nous pourrions ensemble abattre le capitalisme et l'impérialisme.

Section P.S.U. de Drancy.

LES « MOINS DE 1000 F »

Les statistiques nous enseignent qu'ils sont surtout... des travailleuses, et des jeunes, souvent des immigrés ou des ouvriers paysans. Mais plus encore, ce sont les ouvriers des petites entreprises et des régions en récession ou colonisées qui touchent les plus bas salaires.

Jusqu'à présent, et c'est encore largement le cas, ces travailleurs sont peu ou pas syndiqués (la répression patronale étant beaucoup plus féroce pour les petites entreprises, témoin le licenciement d'un ouvrier du bâtiment, encore, dans le Gers, uniquement pour avoir voulu se syndiquer à la CGT). Leur statut incertain (horaire dans l'industrie, auxiliaire ou vacataire dans la fonction publique) comme les menaces constantes sur leur emploi, autant d'éléments qui ne vont pas dans le sens d'une prise de conscience de classe.

Et pourtant, depuis un an, ces travailleurs ont pris l'offensive :

— Les ouvrières à Pont-de-Bois,

CG-CT (Saint-Omer), Troyes, Socosum Saint-Egrève, les vendeuses des Nouvelles Galeries de Lille, Nice, Saint-Etienne, Thionville, Metz, des Dames de France à Rodez, etc.

— Les travailleurs immigrés à Penarroya, Girosteel, Maillard et Duclos, et sans oublier la lutte du Joint Français.

Or, ces prolétaires se battent, bien sûr, pour leur salaire, pour leur survie. Mais ils sont aussi capables de dépasser la simple revendication, de dépasser l'économisme dans lequel on veut les enfermer. A Penarroya, ils nous ont appris ce qu'est une véritable démocratie dans la grève, au Joint comment on mobilise toute la population quand on est chassé de l'usine par les CRS, à Rodez comment on fait céder les patrons en faisant des marchés sauvages et en inventant une action par jour.

La frange de travailleurs, mal payés, qui rentrent dans la lutte, souvent dans des régions menacées ou en ré-

cession (Bretagne, Lorraine, Occitanie), sont souvent déterminés, prêts à se battre jusqu'au bout pour vaincre, et capables aussi de dépasser la simple lutte pour le salaire. Mais cette attitude dure n'est pas pour tous, et pour autant, une politisation réelle.

Tous ces ouvrières et ouvriers qui rentrent dans la lutte de classe en commençant par défendre leur force de travail, manquent souvent de tradition de combat et de la connaissance des acquis du mouvement ouvrier.

Aujourd'hui, les syndicats se tournent vers ces travailleurs, leurs luttes ont attiré l'attention. Mais il serait de notre part irresponsable de se contenter de la seule réponse économique, et surtout de ne leur laisser comme perspective que la lutte revendicative.

Enfin, on ne peut non plus passer sous silence les problèmes que leurs luttes posent en fonction de ce qu'ils sont : pour des régions entières (Soemex en Occitanie, Pont-de-Bois et le

Joint en Bretagne, etc.), c'est l'ensemble des problèmes de la colonisation capitaliste et du sort fait aux minorités nationales.

Ailleurs, c'est le problème de la libération des femmes de la lutte contre la notion de salaire d'appoint (comme à Thionville) qui vient s'imbriquer au combat.

Enfin, dans trois usines au moins, les travailleurs immigrés, malgré le racisme, malgré les préjugés habituels ont su démontrer qu'ils n'avaient pas attendu, eux aussi, qu'on se préoccupe de leur sort.

Voilà qui ils sont, voilà pourquoi il est juste de soutenir leur combat, voilà pourquoi il est nécessaire de leur proposer des perspectives claires et faire qu'ils puissent non seulement mener la lutte économique, apprendre à imposer leur contrôle, résoudre les contradictions secondaires au sein de la classe ouvrière, mais aussi déterminer eux-mêmes des tâches politiques globales pour la révolution.

LE ROLE DIRIGEANT DES TRAVAILLEURS

Mai 68 ce fut une énorme vague, juin 72 c'est la marée montante des luttes ouvrières et paysannes. Les assemblées des travailleurs de l'entreprise dans les jours qui précèdent le 23 juin et ceux qui suivent peuvent permettre la jonction entre luttes locales et revendicatives générales, en sachant que les dernières seront satisfaites si les premières se développent. C'est pourquoi le débat sur les formes de lutte est essentiel : les arrêts de travail purement symboliques ne servent à rien, par contre les délégations massives, les grèves sur un objectif précis jusqu'au moment où satisfaction peut être obtenue, les arrêts tournants sur une période longue, peuvent créer une pression ouvrière réelle. Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui doivent en décider : leurs délégués sont leur voix, ils n'ont pas à parler « à leur place » pour imposer des mots d'ordre venus d'en haut ou d'ailleurs.

Toute action, toute revendication doit aboutir à des mandats précis : les délégués rendront compte de ce mandat devant l'assemblée générale des travailleurs. Car ce sont les travailleurs qui, avant comme après le 23 juin, doivent décider ensemble de l'action à mener ou à poursuivre, sur la base des propositions qui leur sont faites, par les délégués syndicaux ou d'autres travailleurs.

Ces assemblées débattront également des possibilités de jonction avec d'autres travailleurs, d'autres entreprises, comme avec l'ensemble de ceux qui vivent à proximité de l'entreprise. C'est

l'effort commun pour étendre la lutte au-delà de l'entreprise, comme le capitalisme s'est étendu lui-même à toute notre vie, qui peut permettre non seulement d'obtenir la victoire mais de la garantir pour demain, dans sa nature et ses effets.

Les manifestations sont un moyen d'exprimer cette jonction indispensable. Mais elles ne durent qu'un temps : il faut assurer la popularisation permanente des mots d'ordre. Tracts, prises de parole dans les quartiers et dans tous les secteurs de l'entreprise, etc., mais surtout développement des comités de soutien, autour d'une revendication précise, qui peuvent apporter l'appui des militants (et de leurs organisations politiques, syndicales, familiales, etc.) et celui de toute la population concernée, et souvent inorganisée.

Les comités de soutien permettent de briser l'isolement des travailleurs ; ils sont aujourd'hui une arme essentielle du combat ouvrier. C'est pourquoi ils doivent se mettre sous la conduite des travailleurs les plus déterminés.

La bataille qui se développe aujourd'hui est à la fois politique et syndicale. Les militants révolutionnaires comme tous les travailleurs sont directement concernés. Leur rôle est essentiel dans le débat des assemblées ouvrières car ils peuvent contribuer à manifester le sens global de la lutte. Le 23 juin ne sera qu'une étape : d'autres luttes peut-être plus essentielles, se profilent à l'horizon. C'est dès aujourd'hui qu'il faut les préparer.

Thionville

Neuf semaines de grèves, des piquets de grève enfoncés par les CRS, des grévistes blessées par la voiture des cadres, la Lorraine peu à peu mobilisée pour les soutenir.

Que veulent donc les filles ? Pourquoi se révoltent-elles ?

— Elles gagnent très souvent 710 F par mois et veulent justement des salaires décentes pour vivre (car ce n'est pas pour de « l'argent de poche » qu'elles triment dans les magasins).

— Elles veulent aussi plus de dignité et de justice, avoir le droit de s'absenter pour faire leurs besoins, avoir le droit de respirer sans le contrôle des cadres, etc.

— Peu à peu, elles ont appris à vouloir aussi le droit à la parole, le droit de donner leur avis sur leur grève.

Il faut les soutenir, et puisque les syndicats proposent des actions en faveur d'une augmentation des bas salaires jusqu'à 1 000 F, nous proposons de verser les deux heures de salaire là où les travailleurs estimeront ce geste plus utile aux grévistes de Thionville pour qu'elles gagnent, et que ce mouvement soit fait pour les aider puissamment à vaincre et à être, et c'est justice, les premières à arracher des salaires décentes.

Pour les collectes, envoyer l'argent à André Baur, 24, rue du Chardon, 57-Thionville. C.C.P. n° 39 084, Nancy.

Cournon

La S.C.P.C. est une usine de 200 salariés à Cournon dans la banlieue industrielle de Clermont-Ferrand. Elle fabrique du « flaconnage plastique ». La main-d'œuvre est en majorité féminine, l'usine est en grève et occupée par les travailleurs. Un cahier de revendica-

tions est alors posé par les travailleurs et ouvrières en grève avec l'aide des délégués C.F.D.T.

Dans un dernier temps, ouvriers et ouvrières en grève mettent l'accent sur les conditions de travail, c'est une plate-forme élaborée par les grévistes eux-mêmes.

Des revendications salariales unifiantes, des revendications permettant la liaison, lutte interne, lutte externe (transport gratuit). Une remise en cause des conditions de travail, la lutte n'est pas terminée et son issue est importante.

Bouthéon

Au mois de mars, 30 régleurs en quelques jours de grève illimitée, obligent la direction à lever une sanction contre un des leurs et obtiennent satisfaction sur les qualifications. C'était la première victoire.

Le 10 avril, 43 ouvriers dits improductifs » (magasinier, entretien, cariste, affûteurs, etc.) déclenchent une grève illimitée.

Ils sont rejoints le 17 avril par tous les ouvriers de cette nouvelle usine de Bouthéon. Son laboratoire d'exploitation en appliquait des nouvelles méthodes d'organisation du travail : chronométrage, discipline, brimades, division des travailleurs, mais la coupe était pleine à Bouthéon car on n'exploite pas indéfiniment les travailleurs. Il y a eu un comité de soutien mis en place qui s'organisa au niveau de la région avec comme premier pas la liaison ouvriers et paysans de la Loire.

Des négociations s'engagent après trois semaines de grève, la direction faisant enfin des propositions.

En fait il n'y a pas d'accord d'entreprise mais un simple procès-verbal de l'inspecteur du travail, sans grande valeur.

Mais les travailleurs ne se laisseront pas dupe. Ils engagent la bataille pour conserver les acquis.

DES A. G. DE DECISION

Des actions vont avoir lieu dans les entreprises à l'échelon national. Elles seront diversifiées : journée de grève, débrayage d'une heure ou deux. Elles arrivent après les mouvements importants mais isolés de ces derniers mois.

Nous devrions nous réjouir de voir que les responsables syndicaux prennent conscience de la montée des luttes dans des secteurs qui n'avaient pas l'habitude d'être à la pointe du combat (OS, femmes, distribution...) et qu'ils offrent une possibilité de solidariser les luttes, de les globaliser pour obtenir des résultats.

Seulement, il faut poser nettement et correctement les problèmes qui semblent devoir être discutés pour que les travailleurs de ce pays puissent modifier réellement leur sort, pour que les luttes soient menées avec le maximum de chances de succès.

Ainsi, cette journée arrive un peu tard. Elle aurait pris une tout autre signification si elle avait eu lieu pendant l'un des grands conflits (tel celui du Joint Français). Une action généralisée aurait fourni un ballon d'oxygène aux ouvriers du Joint soutenus par l'ensemble de la population bretonne. Elle aurait favorisé une victoire plus rapide et encore plus nette.

L'ensemble des luttes ouvrières se heurtent aujourd'hui à une intransigeance nationale très dure. Pour y répondre, les travailleurs en lutte ne retrouvent à leur côté sur le plan politique que les militants d'extrême-gauche qui, malgré des erreurs, sont les seuls à les soutenir activement.

Ces luttes, dans certains cas, sont menées dans des conditions de démocratie ouvrière exemplaire avec : réunions d'ateliers, assemblées du personnel où chacun apporte réellement sont point de vue et fait progresser l'ensemble des travailleurs de l'entreprise.

Aujourd'hui, nous sommes en face d'un mouvement important avec, comme mot d'ordre central « pas de salaire en dessous de 1 000 F par mois ». Nous soutenons et appuyons ce mouvement, mais il ne peut en aucun cas être une fin en soi. S'il n'avait pas de lendemain, il apparaîtrait à tous ceux qui sont aujourd'hui engagés dans des combats de classe importants contre le patronat comme une récupération de leurs luttes. Par contre, si la journée du 23 juin a lieu dans des conditions correctes, avec discussions à la base sur les objectifs et les moyens d'aboutir, cela veut dire que dans toutes les entreprises, ceux qui ont conscience qu'il faut donner une continuité à cette action proposeront des assemblées générales de décisions. Il n'y a pas de vacances pour la lutte contre le capital.

Recherchons ensemble des revendications unifiantes afin que s'engagent des actions coordonnées (trust national, international). C'est le moyen de redonner confiance à l'ensemble du prolétariat. Les plus défavorisés d'entre nous ne doivent plus se sentir isolés, nous devons mener une bataille conséquente contre les bas salaires, liés aux conditions de travail et d'hygiène.

Brégille

C'est pour refuser le dictat d'un P.-D.G. privé, patron des « Mammoth » de Franche-Comté et membre influent du CNPF, que les trente travailleuses du préventorium sont en grève avec occupation.

Elles n'acceptent pas la reconversion du préventorium en établissement d'adultes, ni les licenciements prévus. Grâce à leur détermination et à l'ac-

tion du comité de soutien, elles ont obtenu une première victoire : on leur propose d'être intégrées à l'hôpital et de garder la vocation infantile de l'établissement.

Mais il reste encore des problèmes sur les salaires, et surtout sur l'ancienneté à prendre en compte.

Le comité national de soutien suit avec attention les suites du mouvement et est déjà intervenu contre les manœuvres de dernière minute du préfet faites pour bloquer une solution au conflit.

sée à l'extension de la lutte dans toutes les « Nouvelles Galeries » de France ? N'a-t-elle pas brisé la grève à la papeterie Beghin de Corbehem (Nord). Il y a les paroles, il y a les actes.

Pour la C.F.D.T. dire que « la conduite des luttes relève de la responsabilité des seules centrales syndicales », n'est-ce pas une position de recul par rapport au développement des comités de soutien populaires ? Joint Français - Penarroya - Girosteel - N.G. Thionville - Spernice - Brégille...

Alors nous posons deux questions

1) Cet accord ne peut-il conduire à arrêter les grèves longues et dures, en général soutenues par la CFDT et des comités de soutien ?

St-Brieuc

Après huit semaines de grève, les travailleurs du Joint Français à Saint-Brieuc ont gagné contre le patronat. Les négociations ouvertes le 29 avril, sont, quoi qu'il arrive ensuite, une victoire importante pour les mille ouvriers grévistes. Le conflit du Joint Français au fil des semaines s'est transformé en vaste combat de toute la Bretagne, puis de tout le pays.

L'énorme effort fourni par les paysans de Bretagne pour ravitailler les grévistes est beaucoup plus qu'un geste de solidarité, c'est l'engagement politique de classe aux côtés des travailleurs du Joint. Paysans, travailleurs et toutes les forces qui se sont retrouvés au sein des comités de soutien ont permis cette victoire sur la bourgeoisie et le patronat.

Les menaces de fermetures, ce chantage odieux, ont souligné le mépris des grosses firmes pour les situations locales régionales ou même nationales.

Lyon

Du 30 mai au 16 juin 350 travailleurs (à 99 % immigrés) de chez Maillard et Duclos (boîte du bâtiment à Lyon) ont été en grève illimitée.

« Pourquoi le patron nous paie très mal et cherche à nous diviser... »

Un manœuvre gagne à partir de 4,25 F de l'heure, un ouvrier qualifié, en moyenne 6 F... Nous voulons une augmentation de 50 centimes pour tous... Nous n'avons pas de treizième mois, nous voulons une prime de fin d'année de 1.000 francs pour tous... »

« Le patron nous fait payer nos cages à poules quatre fois le prix d'une HLM... Pour une pièce de 1,80 m sur 4 m où nous vivons à quatre, chacun paie 9,50 F par jour. Nous sommes logés comme des bêtes alors que nous construisons des immeubles « grand standing »... »

« Sur le chantier certains chefs sont racistes et nous insultent... Nous voulons être respectés. »

Pour faire aboutir leurs revendications, les travailleurs se sont donné un certain nombre de moyens de lutte : grève illimitée avec piquets de grève, occupation du chantier M plus M à la Part-Dieu, présence devant les bureaux (rue des Emeraudes), élection d'un comité de grève et formation d'un comité de soutien.

POUR SUIVRE LA LUTTE

Le 23 juin, la quinzaine d'action lancée dans les entreprises à la suite de l'accord CFDT - CGT constitue un temps fort dans la lutte des travailleurs, 1 000 F minimum par mois et la retraite à 60 ans, mobiliseront les travailleurs, mais que se passera-t-il après ?

La combativité ouvrière dont témoignent les conflits récents n'est pas prête de s'étendre car les problèmes sont réels (cadences, conditions de travail, salaires), et les travailleurs n'abandonneront pas les revendications essentielles qu'ils veulent voir satisfaites face à un capitalisme de plus en plus oppressant.

La période des vacances, traditionnellement calme, ne l'est plus pour les travailleurs exploités ; c'est au milieu de l'été 1971 que les empileurs d'Evian se sont battus et ont gagné. L'unification des luttes se fait sur des mots d'ordre communs, simples et accessibles à tous. Les mots d'ordre mis en avant pour l'action du 23 juin sont justes mais insuffisants.

Le mouvement révolutionnaire doit proposer à l'ensemble des travailleurs des mots d'ordre unifiants qui remettent en cause fondamentalement l'organisation du pouvoir dans les entreprises et la condition des travailleurs, c'est-à-dire les éléments essentiels sur lesquels s'appuie le capitalisme pour perpétuer et accentuer l'exploitation des travailleurs. Ces mots d'ordre sont la lutte contre la hiérarchie et un statut unique pour tous les travailleurs.

Remettre en cause la hiérarchie conduit à remettre en cause la division capitaliste des tâches et l'organisation du travail dans l'entreprise. Il faut que l'ensemble des travailleurs prenne conscience qu'entre autres la hiérarchie des salaires concourt au maintien de la domination économique et idéologique de la bourgeoisie et que les stimulants qui leur sont offerts (promotion individuelle, prime de productivité, d'encadrement, statut des cadres) ne sont que des éléments de division de la classe ouvrière.

La lutte pour un statut unique du manœuvre à l'ingénieur est liée à la lutte contre la hiérarchie et permet d'unifier les travailleurs sur une base anticapitaliste.

Proposer des mots d'ordre unifiants qui remettent en cause le système capitaliste est une chose, mais il importe de trouver les moyens qui permettent aux travailleurs d'en débattre, de faire le lien entre l'action syndicale et l'action politique. Le PSU a œuvré dans ce sens par la création de comités de soutien aux travailleurs en lutte, par la constitution de comités d'union populaire, en favorisant la tenue d'assemblées ouvriers-paysans avant ou après la lutte suivant les circonstances, assemblées qui permettent à l'ensemble des travailleurs participant ou ayant participé à une lutte précise de se situer dans une stratégie politique d'ensemble face au pouvoir capitaliste de l'entreprise.

Ces deux pages ont été rédigées par le secrétariat de la Commission nationale Entreprise du PSU.

LES PAROLES ET LES ACTES

L'appel C.G.T.-C.F.D.T. précise : « La C.F.D.T. et la C.G.T. confirment leur volonté d'apporter leur soutien à toutes les luttes en cours, en vue de leur donner le maximum d'efficacité. Dans ce but, elles invitent leurs organisations à se rencontrer afin de surmonter les difficultés éventuelles, pour assurer le développement de l'action dans l'unité, sur une base de masse et dans le respect de la démocratie syndicale et ouvrière. La conduite de ces luttes relève de la responsabilité des seules centrales syndicales. »

Examinons ce qu'il en est.

La C.G.T. dit « qu'elle soutiendra toutes les luttes ». L'a-t-elle fait à Penarroya - St-Denis, en liaison avec Penarroya-Lyon ? Ne s'est-elle pas oppo-

Il ne faut toutefois pas croire que les négociations entre fédérations professionnelles sont faciles. Ainsi dans le papier-carton et le commerce, la C.G.T. a refusé de s'engager à poursuivre l'action après le 23 juin. De même, elle refuse de prendre en charge les actions de longue durée. C'est pourquoi aucun accord n'a pu être passé entre les fédérations C.F.D.T. et C.G.T. du papier-carton et commerce.

2) Cette volonté de reprise en main des luttes par la C.G.T. et la C.F.D.T. n'est-ce pas permettre encore plus à la C.G.T. de contrôler les luttes en vue de conduire le mécontentement des travailleurs vers l'union de la gauche et les élections de 1973 ?

Un patron à Roubaix...

Jeudi 1^{er} juin, vers 22 h., un militant ouvrier qui collait des affiches pour un meeting CFDT a été agressé avec tentative d'étranglement. Les agresseurs : Renaut et son fils, PDG des établissements Lemaitre et Cie, à Roubaix. Ce militant a été licencié de chez Lemaitre fin 1970 alors qu'il était délégué syndical. Malgré l'inspection du travail et une décision de justice favorable, il n'a jamais été réintégré. Ayant retrouvé du travail aux Pompes Hibon au bout de quinze mois, il a été de nouveau licencié. « Vous n'avez qu'à demander du travail à votre syndicat », lui a déclaré le patron.

Les patrons ne se contentent plus de licencier les militants syndicaux combattifs, ils les empêchent de trouver du travail, ils tentent de les éliminer physiquement. Au peignage Prouvost à Roubaix, un travailleur immigré est assommé, en 1970, à coups d'extincteur (c'est la victime qui est inculpée).

A Hirson, dans l'Aisne, un militant du Parti communiste, Laroche, est assassiné pendant la campagne du référendum.

Aux Usines Renault, Pierre Overney est assassiné de sang-froid. La réponse à la violence quotidienne des patrons et du pouvoir capitaliste, c'est la violence de masse des travailleurs. Une première manifestation de rue a eu lieu à la fin de la semaine dernière à Roubaix. La réprobation s'étend.

Stage universitaire

Un stage national universitaire (enseignant, étudiant, lycéen) aura lieu du 3 au 10 septembre dans les Basses-Alpes.

Ce stage abordera les thèmes suivants :

- Mode de production capitaliste ;
- Formation sociale française ;
- Luites ouvrières ;
- Situation politique en France ;
- Analyse de l'école capitaliste ;
- Mouvement de la jeunesse ;
- Mouvement révolutionnaire en France ;
- Politique de la bourgeoisie à l'université ;
- Secteur école et parti ;
- Liaison avec le secteur entreprise, agricole ;
- Perspectives de luttes à la rentrée.

Ces thèmes seront abordés : soit à partir de commissions travaillant sur des dossiers ; soit à partir d'exposés précédant ces commissions.

Pour les inscriptions : Coopération universitaire, Fédé. PSU, 3, rue d'Aubusson, 31-Toulouse, 62.72.13.

Pour toute critique et commentaire : Collectif de préparation du stage universitaire, 9, rue Borromée, Paris-15^e.

(A découper)

NOM.....

Prénoms.....

désire avoir des renseignements sur le stage universitaire.

Chalandon veut licencier des militants syndicaux

L'Institut de Recherche des Transports est un établissement public, qui n'a pas de statut du personnel. Une demi-douzaine au moins de responsables ou militants syndicaux y sont menacés de licenciements. En tout, 14 agents sur un effectif de 130 font l'objet d'une procédure disciplinaire.

QUEL EN EST LE PRETEXTE ?

Le 25 mai, les sections CGT et CFDT dénoncent par tract le durcissement de la direction sur les avancements : refus de communiquer les dossiers à la commission paritaire, retards sur les avancements normaux, etc...

Le 26 mai, la direction en prend prétexte pour supprimer la réunion de la commission paritaire : les révélations du tract sont, selon le directeur Frybourg, en contradiction avec la discrétion professionnelle que doivent garder les commissions paritaires de la Fonction publique.

Une assemblée générale se tient immédiatement. Depuis plusieurs mois, la direction avait de plus en plus remis en cause les acquis de la grève de 1968, et de la grève de 10 jours avec occupations des locaux qui eut lieu en 1970. Cette dernière décision fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Le personnel décida de demander directement, sans délégation, des explications au directeur.

Celui-ci, courageux mais pas téméraire, s'était enfui quelques minutes auparavant. A défaut de direc-

teur, 40 membres du personnel demandèrent des explications au secrétaire général, qui déclara ne pas pouvoir répondre : c'est la commission paritaire qui devait débattre des sujets abordés !

Devant l'insolence de ce personnel, il fut décidé de consulter directement les dossiers du personnel, ce qui fut fait. On vérifia que c'est le personnel le plus bas dans la hiérarchie ou le plus connu pour son militantisme qui est le plus mal noté.

Dix jours plus tard, il ressort d'informations convergentes que le cabinet de Chalandon, ministre de tutelle, a ordonné le licenciement d'au moins 6 ou 7 des militants ayant participé à la consultation des dossiers.

Pour Chalandon, il s'agit de décapiter des sections syndicales radicalisées, dont la pratique de lutte est en rupture avec le « ronron » traditionnel de la Fonction publique, si respectueux de la hiérarchie. Il s'agit d'intimider le personnel pour lui imposer des dégradations de régime intérieur, ainsi qu'aux dizaines de milliers de non-titulaires de l'Équipement.

Une pétition de solidarité a déjà recueilli 90 signatures dans le personnel. Mais seules, une grève dure et la solidarité active de nombreux autres services ou établissements publics (notamment de l'Équipement) peuvent faire reculer l'administration (comme l'a fait en janvier 1972 le personnel de l'INSEE).

points de repère

spectacles

La classe ouvrière va au paradis

Au départ, une intrigue un peu semblable à celle de « Tout va bien », de Godard : comment on acquiert une conscience de classe. Et puis, les problèmes du couple, confrontés à la lutte des classes. Seulement, il ne s'agit plus, comme chez Godard, d'un intellectuel, mais d'un ouvrier.

Petri nous le montre d'abord comme un stakhanoviste, acharné à augmenter ses bonis, contribuant à alourdir les cadences de ses copains d'atelier parce qu'il sert de référence aux chronomètres. Totalement fermé, hostile aux syndicats. Uniquement préoccupé de peloter les manutentionnaires qui distribuent les pièces. Soucieux de consommer au maximum. Ses problèmes familiaux ne sont pas simples : partagé entre sa femme (légitime) et son enfant, entre sa compagne et l'enfant de celle-ci. Irascible et fasciné par la télévision.

Puis, le tournant : il perd un doigt en voulant débloquer la machine sans l'arrêter pour ne pas ralentir ses cadences. Cette mutilation physique lui fait prendre conscience de sa profonde mutilation idéologique, morale — de tout son être qui s'en va avec le temps et la vie que lui bouffent les patrons. C'est la révolte. Il prend conscience que ce que clamaient chaque matin, à l'entrée de la boîte, les gauchistes (« Quand vous entrez, il fait nuit, quand vous ressortirez il

fera nuit. Et votre soleil ? ») a un sens, et des insuffisances des syndicats. Il fait ses premiers pas dans la lutte de classes.

Je veux vous laisser le soin de découvrir ce grand film, mais le problème qu'il nous pose, si l'on reprend la comparaison avec Godard, est celui de la nature du cinéma politique. L'Italie, depuis plusieurs années, avec **Main basse sur la ville**, **Enquête sur un citoyen**, **Les hommes contre**, a exporté un cinéma politique de grande qualité et de grande portée révolutionnaire, bien différent des faiblesses du cinéma français. Voici, à mon sens, pourquoi :

1. Un film comme « Tout va bien », de Godard, est essentiellement, comme on l'a dit, un tract visuel. Il tente de refuser tout ce qui peut faire les caractéristiques du cinéma comme moyen d'expression, pour ne pas « se faire plaisir » au nom d'une pseudo-objectivité qui contribue surtout à désamorcer tout le poids de son film. Rien de tel chez Elio Petri : il utilise un certain nombre de techniques cinématographiques (même s'il abuse un peu des couleurs bleutées que projette la télévision) pour souligner certains traits, sans clamer pour autant qu'il le fait. On pense à ces mimes sans décors où un panneau signale : « Ici : la rivière ». C'est un peu la technique de Godard : quand son personnage lutte contre la société de consommation, Godard lui fait dire : « Je lutte contre la société de consommation. » Rien de tel encore chez Petri : en revanche, une très belle scène, presque muette, où Gian-Maria Volonte rassemble tous ces objets plus ou moins inutiles que l'environnement idéologique l'a poussé à acheter. L'en-

semble résumé dans le symbole de la baudruche qu'il crève. Mais il n'a pas besoin de dire : « Je lutte contre la société de consommation. » Les spectateurs, que Petri ne prend pas pour des imbéciles, ont compris.

2. Derrière ses apparences de réflexion, Godard élude en fait toute réflexion politique ; ses choix sont clairs : il y a les bons (les ouvriers en colère) et les méchants (la CGT). Derrière une apparence d'objectivité (qui consiste à placer des extraits de « la Vie ouvrière » dans la bouche des délégués syndicaux), il nie une différence fondamentale qui peut exister entre le langage de la CGT au niveau national et celui qui peut être tenu dans de toutes petites boîtes, comme celle que dépeint Godard. Petri, au contraire, pose de vraies questions politiques : bien malin qui pourrait dire à qui son film donne l'avantage, des syndicats ou des gauchistes. Les gauchistes apparaissent, c'est vrai, comme des excités coupés des masses qui hurlent à la porte des usines tandis que la foule des ouvriers passe, indifférente. Mais ce qu'ils hurlent, c'est la vérité. Et Petri ne le cache pas : ils ont été le levain indispensable à la révolte. Les syndicats qui, au début, sont un frein, une force de modération à la combativité ouvrière, sont présentés en fin de compte, une fois que les gauchistes ont lâché l'ouvrier qui a été licencié pour s'être solidarisé avec eux, comme les seuls capables par leur force et leur expérience de le faire réintégrer. Gauchistes et révolutionnaires ; syndicalisme et politique ; spontanéité de la lutte et organisation : Elio Petri donne son analyse de ces questions auxquelles il ne prétend pas répondre. Au lieu de

la logique simpliste de Godard, il prend les interrogations qui sont celles des révolutionnaires en Italie comme en France.

3. Et puis aussi, il y a cette capacité d'analyse de la condition ouvrière. Là, la différence serait plutôt avec « Coup pour coup ». Le film de Marin Karmitz était essentiellement narratif (d'où la place accordée aux « interviews », aux déclarations directes des ouvrières). Encore une fois, Petri cherche à faire réfléchir plutôt qu'à énoncer. Les admirables dialogues de Volonte avec le vieux militant que l'usine a conduit à l'asile : qu'est-ce qui est normal ? La vie d'usine rend dingue et on enferme comme dingues ceux qui la contestent. La rupture avec sa compagne aussi, coiffeuse dans un salon chic, très individualiste, qui rêve de visons et affiche la photo d'Agneli..., pose le problème des rapports entre ouvriers et employés. On n'en finirait pas de soulever les questions que nous pose, en images, Elio Petri : c'est toute la valeur de ce film que d'avoir su analyser, sur le plan cinématographique, en utilisant toutes les possibilités, les problèmes de la lutte de classes aujourd'hui.

Il faut souligner, enfin, l'interprétation de Gian-Maria Volonte, ce comédien aux mille talents, dans un rôle d'une difficulté extrême auquel il parvient à donner vie et consistance. Les militants qui verront ce film ne manqueront pas de relever les questions qu'il nous pose, et sur la lutte des classes, et sur le cinéma politique. Un film pour réfléchir puisqu'il ne suffit pas de croire... même si la classe ouvrière a droit au Paradis.

Thierry Morus ■

L'ENTRACTE VIETNAMISIEN

ROMAIN SAINT-SERVAN

10 juin 1972. Un mois après la foudroyante avancée des forces de libération dans la zone démilitarisée, sur les hauts plateaux ainsi que dans certaines zones du delta (Mékong), la guerre sans se ralentir sur le terrain donne l'impression cependant de se stabiliser. Et de nouveau les commentaires vont bon train sur le « succès » relatif de la « vietnamisation » ou sur l'échec de l'offensive de Giap, qui, dit-on, « n'est plus invincible » (René Dabernat), ce qui revient à sous-entendre que « la guerre du peuple » n'est plus invincible... Plus nuancée est l'analyse que fait l'envoyé spécial de « France-Soir » à Washington : l'offensive, écrit-il, en ses termes n'est ni un succès, ni un échec, mais « politiquement elle a marqué des points... Les efforts de Saïgon pour assurer la « pacification » se sont effondrés. Les cadres communistes se sont de nouveau infiltrés dans les régions les plus peuplées et il faudra longtemps pour y remédier. »

Si nous nous référons à ces journalistes bourgeois, ce n'est point par plaisir de les citer ni pour nous moquer d'eux ; mais l'esprit qui anime leurs écrits est révélateur de cette extrême et tragique confusion dans laquelle les informateurs qui font « la grande information » sombrent depuis plus de vingt ans quand il s'agit

pour eux de « rapporter » les guerres révolutionnaires et en particulier la guerre du Vietnam. Ils confondent « guerre du peuple » et guerre (tout court) parce que paradoxalement et, parfois malgré eux, ils distinguent le militaire du politique alors que l'objectif fondamental d'une stratégie révolutionnaire ne peut être que politique. Affirmer que la « pacification » s'est effondrée et dans le même temps douter du succès militaire de l'offensive est une aberration, laquelle se comprend dans la perspective d'une guerre purement conventionnelle au cours de laquelle une force arrive à triompher de l'autre et à lui imposer sa décision militaire et politique. Or la guerre du Vietnam, si elle comporte des aspects « conventionnels » est, et reste fondamentalement, une guerre politique au terme de laquelle c'est le peuple qui en fin de compte décide de son destin.

Ceci dit, et il nous a paru indispensable de l'affirmer clairement, sans quoi il serait difficile de faire le point vrai de la situation, l'intervention massive de l'aviation américaine, à laquelle il faut ajouter un soutien feu continu de la marine longeant les côtes vietnamiennes, nous a paru être le premier fait dominant du mois écoulé.

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître :

N° 34-35 - Eléments d'analyse des classes sociales 2 F
N° 31-32-33 - Les problèmes de l'emploi 3 F

Numéros disponibles :

N° 16 - Les travailleurs immigrés.
N° 17 - Les fondements de l'exploitation capitaliste.
N° 18-19 - La hiérarchie des salaires.
N° 20-21 - Le capitalisme contemporain.
N° 22-23 - Sur le mouvement politique de masse.
N° 24-25 - La police dans la lutte de classes.
N° 26 - Rosa Luxemburg, « Grève de masse, partis et syndicats ».
N° 27-28 - La crise du système monétaire capitaliste.
N° 29-30 - Nationalisation et révolution.

Le numéro simple 1 F
Le numéro double 2 F

Abonnements : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »
9, rue Borromée - PARIS XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
9, RUE BORROMÉE, PARIS-15^e



Une vedette brûle dans l'estuaire de Song Giang. (Photo AFP.)

Cette intervention était prévisible (1), dès lors que la « vietnamisation » avait fait faillite sous les coups assénés par les forces de libération et d'autant plus féroce que l'échec de toute une stratégie politico-militaire était patent ? Ce que nous n'avions pas prévu en revanche, c'est l'intensité, l'horreur et, dans une certaine mesure, l'efficacité de cette nouvelle escalade. Non point que nous nous fassions quelque illusion sur les sentiments humanitaires de Nixon et Cie, mais son

voyage en U.R.S.S. nous laissait en toute logique supposer que ses hôtes ne toléreraient pas, au nom d'un minimum de solidarité internationaliste (et aussi dans le souci de ne pas prêter le flanc aux critiques chinoises) une extension de cette escalade. Le souci des formes en quelque sorte. Il y avait là une naïveté de notre part... et une bonne dose d'illusions.

D'évidence l'escalade a monté, non d'un cran mais de ... plusieurs. D'abord et on l'oublie un peu trop, l'escalade a été générale du Sud au Nord ; ici tout a été tenté, hormis l'ulti-

me phase atomique, pour faire plier la volonté, l'incroyable force morale des « Vietnamiens du Nord » ; là, tout a été mis en œuvre pour freiner une offensive qui, sans le soutien aérien U.S. aurait tout balayé. Cette escalade reste fidèle à sa logique : comme en 62 (au temps de Diem), comme en 65 (sous le régime Khanh) en 67-68 (sous le régime Thieu-Ky),

(1) Cf notre article paru dans « T.S. » n° 537.



► suite de la page 11

le problème pour les Américains demeure le même : sauver un régime moribond, en l'occurrence celui de Thieu et de son conseiller Nghia. Peu importe les prétextes invoqués pour justifier l'escalade, le même scénario se répète et, à ce sujet les « Dossiers du Pentagone » sont accablants. Avec de tels documents (qui ne reflètent qu'une partie de la vérité vue par les Américains), on comprend mal qu'il y ait encore des gens à jouer au petit jeu de « qui est l'agresseur ? Qui est l'agressé ? ». Par ailleurs, et c'est l'aspect particulier de l'escalade présente, au-delà de sa mise en scène traditionnelle, l'agression américaine revêt des aspects nouveaux et comporte deux objectifs essentiels et complémentaires :

Les objectifs

1) Revigorer le moral des troupes de Saigon, après la débâcle de Quang Tri, tombé bien bas, et chercher un surris en faisant comprendre aux révolutionnaires que Thieu ne sera pas le « Tchang Kai Shek du Vietnam » (du moins pas de la manière dont il a quitté la Chine).
2) Poser aux dirigeants du Nord des problèmes matériels si insolubles qu'ils ne soient plus en mesure de soutenir longtemps l'offensive généralisée. Ainsi on aura démontré par avions, hélicoptères, navires et conseillers américains interposés (et par la propagande)... le non-éché de la « vietnamisation ».

A ces deux objectifs, il convient d'ajouter un troisième ordre diplomatique lié au voyage de Nixon à Moscou au cours duquel le premier américain s'est attaché à faire accréditer l'idée d'un équilibre dans les aides.

Comme l'a démontré Claude Julien dans une série d'articles publiés dans « Le Monde », quel équilibre peut-il y avoir, quand d'un côté tous les ports, tous les ponts, toutes les routes sont minés ou détruits, alors que de l'autre, la plus grande puissance matérielle du monde décharge tranquillement, chars, canons, tanks et autres, vivres alimentaires ? Sans compter un appui aérien illimité.

Les aspects

1) Détruire systématiquement l'infrastructure du Nord Vietnam par des bombardements

intenses et au moyen du rayon laser puissance et efficacité de la bombe sont ainsi augmentées dans des proportions considérables.

2) Frapper le moral de la population vietnamienne par des « raids terroristes » où la bombe de 1 tonne est couplée avec des dizaines de milliers de « bombes sphériques anti-personnelles » (dites à billes) provoquant des désastres considérables. Les objectifs choisis : l'institut des sciences, des villages de paillottes, des districts peuplés, traduisent un aveuglement « conscient », nullement des erreurs de tir.

3) Menacer à mort les populations du delta (fleuve Rouge), en ébranlant les digues par des bombardements calculés de façon à ce que, sous la pression des eaux de la mousson, elles cèdent, comme d'elles-mêmes sans donner l'impression qu'elles ont été directement touchées par les bombes américaines. Un crime crapuleux se prépare ainsi dans la coulisse et nous devons y veiller et dès à présent le dénoncer.

Guérilla activité principale

Il est clair que cette nouvelle escalade a permis aux Américains d'obtenir pour leurs fan-toches, un certain répit sur le terrain et particulièrement sur les trois fronts (Hué, Pleiku via Kontoum et An Loc) où le général Giap a concentré l'essentiel de son effort de guerre conventionnelle.

Mais, que le soldat « sudiste »

se batte bien et courageusement à Hué, An Loc ou Kon Toum (dans l'armée de Tchang Kai Shek aussi, il y avait des soldats d'élite !) est une chose, qu'il soit incapable — en dépit de succès mineurs — et malgré un soutien américain total et multiforme, de retourner la situation en sa faveur, en est une autre. Jugeons sur pièces :

— Il a fallu 70 jours pour qu'il y ait jonction entre les troupes encerclées à An-Loc et une partie de celles qui tentaient depuis le début de l'offensive de la réaliser. Et à quel prix : 30.000 hommes (dont deux divisions d'élite) fixés et au quart décimés sur la route 13, alors qu'ils auraient pu être mieux utilisés dans le delta.

— A Hué, de 30 à 40.000 hommes dont trois divisions d'élite, enfermés dans un périmètre défensif, harcelés au Sud dès qu'ils tentent de mener des contre-attaques au Nord, et vice-versa. La reprise de Quang Tri, militairement possible, car la ville est pour les révolutionnaires stratégiquement peu viable compte tenu des bombardements en provenance des navires américains, ne changera rien à l'affaire.

— A Kontoum dont la prise, évitée de justesse par les dix jours de raids aériens ininterrompus, aurait pu être pour les révolutionnaires un succès décisif (avec pour objectif majeur : la chute de Pleiku), 10.000 hommes sont enfermés dans la ville, alors qu'un nombre à peu près égal de soldats gouvernementaux tentent — en vain jusqu'ici de contrôler la route Pleiku-Kontoum.

Ainsi Saigon a jeté dans une

série de batailles « de prestige » et sans mesurer les conséquences de sa stratégie, l'essentiel de son corps d'armée, ses meilleures troupes offensives. Or, et de manière imperceptible, compte tenu des effets de l'escalade, les stratégies du front sont revenues à leur tactique de prédilection que résume le mot d'ordre fameux : « guérilla, activité principale, guerre mobile, activité secondaire ». Autrement dit : le « pourrissement » du delta amorcé dès le début de l'offensive, après la reconquête des bases, a été et demeure l'objectif majeur de ce qu'on peut nommer aujourd'hui la **seconde phase** de la guerre. Ce « pourrissement » a pris durant le mois de mai des proportions telles que les communistes sont en passe de reconquérir tous les refuges et les bases d'où ils avaient, en 1960, lancé leurs attaques provoquant l'intervention américaine. Dans le Nam-Bô occidental, région-clé du programme de pacification, 1.500 kilomètres carrés et 400.000 habitants sont passés sous le contrôle direct du F.N.L. A l'Est de la capitale Sud-Vietnamienne, les révolutionnaires ont réoccupé une grande partie du territoire contrôlé il y a quelques années par les soldats du contingent australien... L'intervention des B52 se rapproche de la région saigonaise et c'est là un signe qui ne trompe pas. Déjà, dans le privé, certains experts américains se demandent si la bataille tant attendue n'aura pas lieu en fin de compte à Saigon. Ce changement de front risque de peser lourd au moment de la négociation. Tel est le **second fait dominant** du mois écoulé.

L'effondrement de la « Pacification », conséquence de la faillite de la vietnamisation, pose aux Américains des problèmes au moins aussi graves que la nouvelle escalade aux Vietnamiens. Paradoxalement, et à la lumière de ces deux faits contradictoires, les conditions pour une reprise des négociations et pour leur aboutissement paraissent meilleures. Pour Nixon, si l'on se place dans sa froide logique, l'escalade actuelle est à classer dans la série « accidents de parcours ». Un entracte en quelque sorte dans sa politique de « désengagement » et d'ouverture vers l'Est. L'échéance électorale, la percée du candidat d'opposition démocrate Mac Govern, et à terme la menace économique japonaise, sa concurrence grandissante en Asie, constituent des éléments importants qui ne cessent de peser à mesure que se rapprochent les élections. Pour les révolutionnaires vietnamiens, une guerre de longue durée ne s'impose plus dès lors que politiquement, elle n'est plus nécessaire. Le cas posé par la présence de Thieu se présente de façon différente : avant l'offensive, toute une armature politico-militaire rendait difficile un accord qui aurait avalisé un état de fait condamnant les Vietnamiens à accepter une solution coréenne ; après l'offensive et le double échec de la vietnamisation et de la pacification, le problème Thieu est plus facile à résoudre : une sortie « honorable » peut lui être aménagée : une démission suivrait un cessez-le-feu alors que se mettrait en place un gouvernement de concorde nationale.

Une solution du type Lao en quelque sorte (Genève 1962) avec cette différence majeure que le contrôle des campagnes sera aux mains des révolutionnaires, du moins pour l'essentiel.

Dans la conjoncture présente, il ne peut s'agir que d'hypothèses. Et à la condition que le « désengagement » américain soit réel, et non seulement verbal. Tout se passe comme si après un premier acte dramatique, un entracte s'imposait qui permettrait aux parties en présence d'établir le bilan de la situation. Mais le rôle des spectateurs — le nôtre, n'est pas passif. Nous pouvons et nous devons aider les Vietnamiens à dénoncer les faux pas, les faux engagements, et tout ce qui peut se tramer en coulisse. Et ce, afin que le second acte de cette tragédie s'ouvre pour eux dans les meilleures conditions possibles. En attendant, demeurons vigilants. Plus que jamais.



A l'assaut d'un blockaus, dans la région de Kontoum. (Photo AFP.)

En Argentine, on torture

La constante détérioration de la situation économique, politique et sociale en Argentine a déterminé une intensification des luttes contre le gouvernement du général Lanusse. Face à l'ampleur de ce mouvement, la riposte de la dictature est une répression brutale des manifestations populaires, l'emprisonnement de centaines d'ouvriers, d'étudiants, de prêtres, de

journalistes, de militants politiques et syndicaux.

Ce qui doit être dénoncé le plus énergiquement c'est l'emploi systématique de la torture sur des centaines de personnes ; de nombreux témoignages ont prouvé l'inimaginable degré de sadisme des tortionnaires, qui à plusieurs reprises ont donné la mort à leurs victimes.

Des organismes paramilitaires et parapoliciers, type « Escadrons de la mort » du Brésil existent et appuient les opérations de ratisage pour terroriser la population. La presse est bâillonnée. Les imprimeries où est confectionnée la

presse d'opposition sont victimes d'attentats à la bombe (COGTAL). Les avocats qui défendent les emprisonnés politiques et syndicalistes sont victimes, comme les journalistes, de mesures administratives qui les empêchent d'exercer leur profession quand il ne s'agit pas d'agressions directes contre leur personne, leur famille ou leurs biens.

Le mensonge et le silence doivent prendre fin. Une campagne internationale a été lancée pour dénoncer devant l'opinion publique du monde entier ce dont est capable la dictature du général Lanusse. A cette fin un comité de défense des prisonniers politiques argen-

tins (CODEPPA) a été créé le 26 mars dernier. Ce comité ne veut pas se contenter d'élever des protestations sans lendemain. Il tient à se donner tous les moyens pour lutter efficacement pour la libération de tous les prisonniers politiques.

Lanusse craint de voir se ternir l'image de marque de son régime qu'il présente comme désireux de rétablir l'ordre constitutionnel en Argentine. Or, en dénonçant les exactions dont il s'est rendu largement coupable, sa politique répressive doit se retourner contre lui et anéantir une fois pour toute l'illusion de ses sentiments démocratiques qu'il a réussi à répandre.

Le système constitutionnel que veut Lanusse est un système où l'opposition accepterait la fraude électorale. Il croit pouvoir emprisonner et liquider physiquement non seulement l'avant-garde révolutionnaire mais aussi terroriser de plus vastes secteurs, notamment les chrétiens, les journalistes, les avocats.

Pour mieux connaître et faire connaître autour de vous la violence de la répression en Argentine, vous pouvez vous procurer la brochure « Argentine 72 » (5 F) en écrivant à C/o Marguerite Duras, 15, Impasse du Mont Tonnerre, Paris-XV^e, C.C.P. Marguerite Duras 442-776, Paris.

Des bombes pour la réaction allemande

La République Fédérale Allemande a connu le mois dernier une série d'attentats à la bombe. Ils étaient dirigés contre l'impérialisme américain au Vietnam et contre certains instruments répressifs du « système » en RFA : la police, la justice et la presse réactionnaire d'A. Springer. Ces attentats ont été revendiqués par ceux que la presse a appelés « la bande à Baader » ou « le groupe Baader-Meinhof », c'est-à-dire par la Fraction armée rouge.

La perfection des bombes laisse supposer que le groupe était en contact avec des vétérans américains de la guerre au Vietnam, vétérans qui ont ouvertement manifesté ces derniers temps en RFA contre la « sale guerre » que mène leur pays au Vietnam. A la même époque, le 25 mai, deux bombes explosaient également à Paris, l'une au Consulat des USA, l'autre à la Légion américaine.

Le groupe Baader-Meinhof, qui occupait plus les manchettes des journaux qu'il ne s'était réellement manifesté les mois précédents, entendait rappeler que la lutte armée dans les pays hautement industrialisés et urbanisés ne doit pas rester un vain mot. Il voulait montrer par l'exemple qu'il est aujourd'hui déjà possible de résister par la violence à la violence quotidienne

du capitalisme et de l'impérialisme. Le 1^{er} juin, la police a arrêté à Francfort, Andreas Baader et deux autres membres du groupe. Quelques jours plus tard, Gudrun Ensslin, l'amie d'A. Baader et la tête pensante du groupe avec la journaliste Ulrike Meinhof, était arrêtée à Hambourg. La presse à sensation avait fait de Baader l'ennemi public numéro 1. Elle a présenté son arrestation dans le style des pires romans policiers. Elle chatoillait les nerfs de ses lecteurs, leur faisait peur pour les rendre plus réceptifs à une politique autoritaire. Dans *Die Welt*, A. Springer appelait l'Etat à faire preuve de davantage d'autorité. L'homme de la rue se reprénaît à rêver d'un « homme fort ».

L'opposition chrétienne-démocrate a exploité à fond cette veine démagogique, afin de saper à travers A. Baader le prestige de W. Brandt. Au cours d'un débat parlementaire sur la « sécurité intérieure », la CDU-CSU voulut montrer que la violence était le produit inévitable d'une politique sociale-démocrate. W. Brandt était accusé de complicité morale. Une fois de plus, la CDU-CSU recourait à la vieille tactique du chantage à la peur, pour masquer les vrais problèmes et se faire à bon compte, en cette période pré-électorale, le défenseur de la paix publique.

Pour le gouvernement fédéral, accusé de faiblesse, l'arrestation d'A. Baader et de G. Ensslin représente sans aucun doute un succès dont il avait besoin pour restaurer son autorité et rectifier son image de marque.

Mais c'est au sein de l'extrême-gauche ouest-allemande qu'il est le plus intéressant d'analyser l'im-

pact politique du groupe Baader-Meinhof.

Au début de l'année, le groupe disposait manifestement encore de bien des sympathies, dans la mesure à vrai dire où l'on ne prenait pas sa petite guerre trop au sérieux. Si le groupe n'était pas au sein de la population « comme un poisson dans l'eau », du moins trouvait-il assez facilement à se cacher.

Aujourd'hui, le groupe est sur le plan politique totalement isolé. L'appel enregistré sur bande magnétique et lancé par Ulrike Meinhof à l'occasion d'une conférence du « Secours rouge » à Francfort, deux jours avant l'arrestation d'A. Baader, est significatif. U. Meinhof se plaint de n'être pas comprise des autres organisations d'extrême-gauche, elle leur reproche de croire ce que la presse écrit sur leur compte, que « la Fraction armée rouge serait en fuite, qu'elle serait divisée, qu'elle aurait une structure hiérarchisée, qu'elle serait isolée ». Elle reproche à la « Ligue communiste » de Hambourg de croire que l'attentat contre Springer a été le fait d'extrémistes de droite, à l'« Union des étudiants communistes » de Francfort de déclarer que les attentats à la bombe ne sauraient s'inscrire dans le cadre de la lutte des classes en Allemagne. L'appel se termine par une exhortation à tous, de ne pas attendre et de prendre dès aujourd'hui les armes.

Lors du Congrès de soutien à Angela Davis, organisé au début du mois de juin à Francfort, un des idéologues de l'opposition extra-parlementaire, le professeur Oskar Negt, a pris nettement position en dénonçant le « romantisme de l'action clandestine » et en repro-

chant au groupe Baader-Meinhof d'assimiler la situation en RFA au fascisme : c'est cette erreur d'appréciation qui l'a conduit à vouloir pratiquer une guérilla urbaine qui n'a de raison d'être qu'en Amérique latine.

Citons également le journal de l'aile gauche de l'IG Metall, *l'Express international* de Francfort. A propos de l'attentat contre Springer, on lit dans l'éditorial du 30 mai : « Les manifestations contre Springer mobilisaient il y a quelques années des dizaines de milliers de personnes. Et pas seulement des étudiants. Il s'est trouvé des comités d'entreprise qui ont fait interdire la vente de la *Bild-Zeitung* devant les portes de leurs usines. Le tirage de ce journal ne cesse aujourd'hui de baisser. Mais les attentats à la bombe, qui mobilisent-ils ? Quel effet font-ils sur les travailleurs ? Les initiateurs de cette forme de lutte prétendent qu'il suffit de montrer aux travail-

leurs que l'on peut résister avec succès à la classe dirigeante, pour qu'ils suivent leur exemple. L'histoire du mouvement ouvrier montre que les travailleurs ne se sont jamais déclarés solidaires des terroristes. C'est au contraire la réaction qui a toujours profité de pareilles actions de terrorisme individuel. » Le nom que le groupe s'est lui-même donné, la *Fraction armée rouge*, ne doit pas faire illusion. Peut-être n'y a-t-il jamais eu d'auteurs sous ce sigle, de groupe homogène, comme le laissait entendre un de ses membres, Peter Hommann, après s'être constitué prisonnier au mois de novembre 1971. La nécessité d'échapper aux poursuites policières a pu souder momentanément des individus aux affinités différentes. Mais ceux-ci n'ont jamais représenté une véritable force politique.

Pierre Bontemps ■

LE ROLE DU P.S.U. LES TEXTES DU CONGRES

L'exemplaire F 4,00
par 10 exemplaires F 3,50
par 50 exemplaires F 3,30

Paiement à la commande à adresser à :
TRIBUNE SOCIALISTE
9, rue Borromée - Paris (15^e)
C.C.P. 58-26-65 Paris

Quelle violence au Venezuela ?

Si nous réactualisons, une nouvel- le fois, le cas devenu classique du Parti communiste vénézuélien (PCV), c'est que toute une série d'éléments sont intervenus dans un débat qu'il est temps de débattre.

Ce débat est fondamental. Quatorze ans après la victoire de la révolution cubaine, la longue suite des échecs tragiques des guérillas en Amérique latine, pose le problème de la place de la lutte armée (rurale et urbaine) dans une stratégie révolutionnaire.

CHANGER LA STRATEGIE

Le foquisme, implantation de foyers (focos) dans les campagnes, que la première conférence de l'OLAS en 1966 présentait comme le centre de gravité de toute lutte révolutionnaire a été abandonné et dépassé dans les faits par la guérilla urbaine (Argentine - Uruguay). C'est au tour des guérilleros urbains de faire aujourd'hui leur autocritique. Au début les opérations des Tupamaros ont provoqué des convulsions mais la société a secrété des anti-corps qui lui permettent aujourd'hui de s'habituer à notre mouvement et pourraient demain l'immuniser contre lui. Il semble évident que pour un bon nombre de mêmes raisons, la guérilla urbaine risque de se heurter aux mêmes obstacles que la guérilla rurale, si un mouvement de masses ne vient pas la relayer dans un processus débouchant sur une révolution (en Argentine, en Uruguay).

La guérilla ne saurait plus longtemps constituer a priori le centre de la stratégie révolutionnaire. L'impérialisme ne se fera pas prendre deux fois par surprise, de la même manière. De plus, il ne peut pas exister une tactique révolutionnaire à l'échelle planétaire, ni

même à l'échelle d'un continent. Il y a aussi peu de rapports dans l'appréciation d'une stratégie révolutionnaire entre Cuba, le Venezuela ou l'Argentine qu'entre la France, l'Italie ou l'Irlande.

Il faut reconnaître aux guérilleros vénézuéliens Teodoro Letkoff et Pompeyo Marquez, le courage de s'être attaqués les premiers au principe de la guérilla érigée en dogme de la révolution tiers-mondiste. Pour cela on les a rejetés, amalgamés à la ligne stalinienne des liquidateurs (Garcia Ponce et Jésus Faria) et aux opportunistes de l'URD de Domingo Alberto Rangel.

Avec la création du mouvement pour le socialisme (MAS) une nouvelle perspective révolutionnaire s'est ouverte entre le volontarisme désespéré de Douglas Bravo qui continue la guérilla et les électoralistes stalinien qui restent seuls dans un PCV exsangue. Ces derniers ne s'y trompent pas. L'un d'eux (Pedro Ortega) déclarait à Prague en décembre dernier que « les éléments anarchistes qui prônent la guérilla n'ont qu'une influence négligeable. Le groupe Petkoff-Marquez exclu du parti, qui conserve certaines positions et relations avec des organisations proches de nous, est beaucoup plus dangereux. »

GUERILLA SANS REVOLUTION

Les caractéristiques du processus politique qui aboutit à la scission du PCV et à la formation du MAS en 1971 sont riches d'enseignement. Le renversement de la dictature de Pérez Jimenez en 1958 avait jeté les masses armées dans la rue. Bétancourt, dirigeant de l'Action démocratique (AD) eut peu de difficulté, face à un PCV peu agressif, à récupérer le mouvement. Mais, rapidement ce « démocrate socialiste » reprit à son compte les manies de son prédécesseur : répression et arbitraire policiers, viol de la constitution et soumission du pays à l'impérialisme. Son anticommunisme forcené, contraignit le PCV à organiser des groupes d'autodéfense armés.

L'autodéfense se transforma peu à peu en guérilla offensive. La guérilla urbaine marqua de nombreux points surtout à Caracas. Mais, face à une répression mé-

thodique, elle céda le pas à la guérilla rurale des focos.

En février 1962, une vingtaine d'hommes dirigés par Teodoro Petkoff et Douglas Bravo prenaient le maquis dans les montagnes du Falcon. L'ensemble du PCV ralliait les thèses avant-gardistes et volontaristes de Guevara et de Régis Debray. Après le triomphe cubain, la révolution anti-impérialiste semblait possible partout et tout de suite. Il suffisait de la vouloir.

La situation politique paraissait propice. La coalition gouvernementale tripartite avait perdu en 1960 le soutien de l'Union républicaine démocratique (URD). La même année, le propre parti de Bétancourt (AD) voyait son organisation de jeunesse, faire dissidence, passer à la guérilla et fonder le MIR. Puis, ce furent les deux soulèvements militaires de Caruparro et de Puerto Cabello en 1962 et leurs 500 victimes qui renforcèrent tragiquement le climat de violence. Mais quelques mois après, les élections de 1963 reconstituèrent une perspective pacifique crédible aux aspirations populaires. La campagne électorale capta l'intérêt de la majorité des travailleurs, au détriment de la guérilla. Le front anti-Bétancourt se scinda. L'URD faisant preuve de l'opportunisme le plus effarant, participa aux élections en dénonçant et en leur opposant la lutte armée et entra au nouveau gouvernement (AD) de Léoni.

A travers l'écran de fumée que le triomphe de la révolution cubaine avait répandu sur la réalité vénézuélienne, la stratégie du PCV apparaissait peu à peu comme mue plus par l'enthousiasme, le courage, le sacrifice que par une organisation cohérente. La révolution piétinait dans la montagne et recevait de durs coups.

LES RACCOURCIS THEORIQUES

Dès le début les focos s'étaient développés dans des conditions politiques et militaires aussi peu favorables en réalité que propices en apparence.

En se fixant dans les régions rurales, la guérilla évoluait dans un milieu paysan loin d'être radicalisé, et minoritaire par rapport à la population nationale, à 75 % urbaine. Par ailleurs, dès avant les

élections de 1963, la portée politique de la guérilla était limitée par l'aspect légaliste du gouvernement Bétancourt. Après la dictature sans fard de Pérez Jimenez, son régime constitutionnel, car régulièrement élu, fut considéré par de larges couches comme progressiste et libéral.

Après le départ de la URD, le front anti-Bétancourt fut réduit au MIR et au PCV alors que la coalition au pouvoir croissait et démontrait une large représentativité. En même temps, en jouant le jeu de la démocratie formelle, le régime augmentait la crédibilité du bon fonctionnement des mécanismes politiques bourgeois. La lutte armée se marginalisant resta coupée des masses qu'elle prétendait soulever.

Vaincu politiquement, la guérilla foquista le fut militairement. Les massacres, les arrestations, la torture, les trahisons (dénonciation de la fabrique d'armes pour la guérilla de El Junquito) interdisent toute action d'envergure.

Dès 1965, au sein du PCV, les revers répétés imposèrent une discussion sur le rôle de la lutte armée dans la stratégie révolutionnaire. La VIII^e session du Comité central (1967) décida de suspendre la guérilla. Douglas Bravo refusa et reçut le soutien politique de Castro qui se déchâina contre les liquidateurs, amalgamant URD, stalinien et le groupe Petkoff-Marquez, résumant le débat entre révolutionnaires et réformistes.

LE MAS

La création du MAS en janvier 1971 vint éclairer un autre aspect des choses. La lutte armée n'importe où, n'importe quand a opposé un a priori dogmatique à la compréhension de la réalité vénézuélienne. Cette critique formulée par Petkoff notamment, n'est pas assimilable à la position des Garcia Ponce et Jésus Faria car, dès 1966 au sein du PCV cette critique de l'avant-gardisme se développait en même temps que celle du stalinisme. Ainsi se présentait-elle comme une prise de position difficile, déchirante mais nécessaire. La dénonciation du stalinisme se fit au sein même du PCV, publiquement et à tous les échelons. L'intervention en Tchécoslovaquie fut l'occasion pour les stalinien de freiner le débat en dénonçant les éléments « anti-soviétiques ».

Ceci aboutit à l'exclusion de T. Petkoff et à la crise ouverte de décembre 1970.

Les stalinien du PCV décidèrent anti-statalitamment de ne pas convoquer les oppositionnels supposés, au IV^e Congrès. Ils préférèrent ainsi saboter le parti, plutôt que d'en prendre la direction.

Ceux qui avaient été oubliés ou exclus tinrent leur propre congrès le mois suivant. Il y fut décidé la création du MAS. Tout le mouvement de jeunesse, conseil central et direction nationale en tête passa en conséquence du PCV au MAS ainsi qu'une proportion importante des vieux militants. Parmi eux, Pompeyo Marquez, ancien secrétaire général, Loiret, Fredy Muñoz, Eloy Torres, T. Petkoff, etc. Comme le souligne Petkoff, cette rupture ne s'est pas traduite par la démolition des militants. Au contraire, elle ouvre la voie au regroupement de l'extrême-gauche. Ainsi le PCV a fini d'asphyxier les révolutionnaires vénézuéliens par ses caprices ultra-gauchistes et ses retours en catastrophe à sa nature stalinienne.

Le MAS refuse le révolutionnarisme doctrinaire et vide. « Une force profondément révolutionnaire, mûre et expérimentée ne se considère pas comme liée de manière définitive à une forme de lutte particulière. La forme de lutte, en elle-même, n'est l'indice de rien et son efficacité dépend du contenu de la politique qui l'anime. »

La présence du MAS sur le terrain des luttes (grève de la SIDOR, élections syndicales et universitaires) est déterminée par sa volonté d'amplifier le véritable combat contre la bourgeoisie nationale et l'impérialisme.

En présentant un candidat aux élections de 1973, le MAS ne se fait aucune illusion. Tout au plus profite-t-il du cadre légal pour populariser son action et ouvrir des brèches dans le système.

Débarrassé de tout dogmatisme tant idéologique que stratégique, le MAS propose aux révolutionnaires de définir « une voie vénézuélienne vers le socialisme ». La formule n'est pas creuse, elle exprime simplement la fin des généralisations hâtives et ouvre enfin la voie de la redéfinition d'une stratégie révolutionnaire plaquée à un contexte précis.

Bernard Lévy ■

Insensiblement, année par année, de dérogation en dérogation, le visage traditionnel de la capitale se transforme.

« Les 26 immeubles de bureaux de la Défense pourraient être achevés avant 1980 » titre un grand journal du soir. « Des vélos, pas d'autos » répond comme en écho, la « manif à vélo » du 22 avril à travers Paris.

Mais peut-être est-il déjà trop tard pour sauver ce qui peut l'être.

Les travailleurs sont chassés de Paris, les usines partent et sont remplacées par des « résidences ». Le cœur de Paris se vide de ses habitants et de ses activités traditionnelles. Les Halles déménagent à Rungis, les pavillons de Baltard sont démolis. Quelle tristesse et quel massacre !

Va-t-on laisser Paris disparaître ? Un livre noir sur la rénovation a été édité par la fédération de la région parisienne, hélas sans suite.

Quelques exemples

A la porte d'Italie et dans le 13^e arrondissement, des tours poussent à la place des usines Panhard et de la sucrerie Say. Les maisons populaires disparaissent, les artisans sont chassés. Tous ces gens devaient être relogés sur place dans des H.L.M. Mais, cela n'est pas possible. Un couple de vieux travailleurs n'ayant pour vivre que la retraite de la Sécurité sociale et l'allocation du fonds national de solidarité, ne peut pas faire face à la charge d'un loyer normal. Il habitait dans un vieil immeuble et payait 100 ou 200 F par trimestre. Il lui faut maintenant trouver 250 ou 300 F par mois. Il ne les a pas. Mais où peut-il aller ? N'est-il pas condamné à l'élimination, et d'autres prolétaires avec lui, jeunes couples, manœuvres, immigrés, artisans, petits commerçants irrémédiablement chassés.

Qu'avons-nous fait pour empêcher cela ?

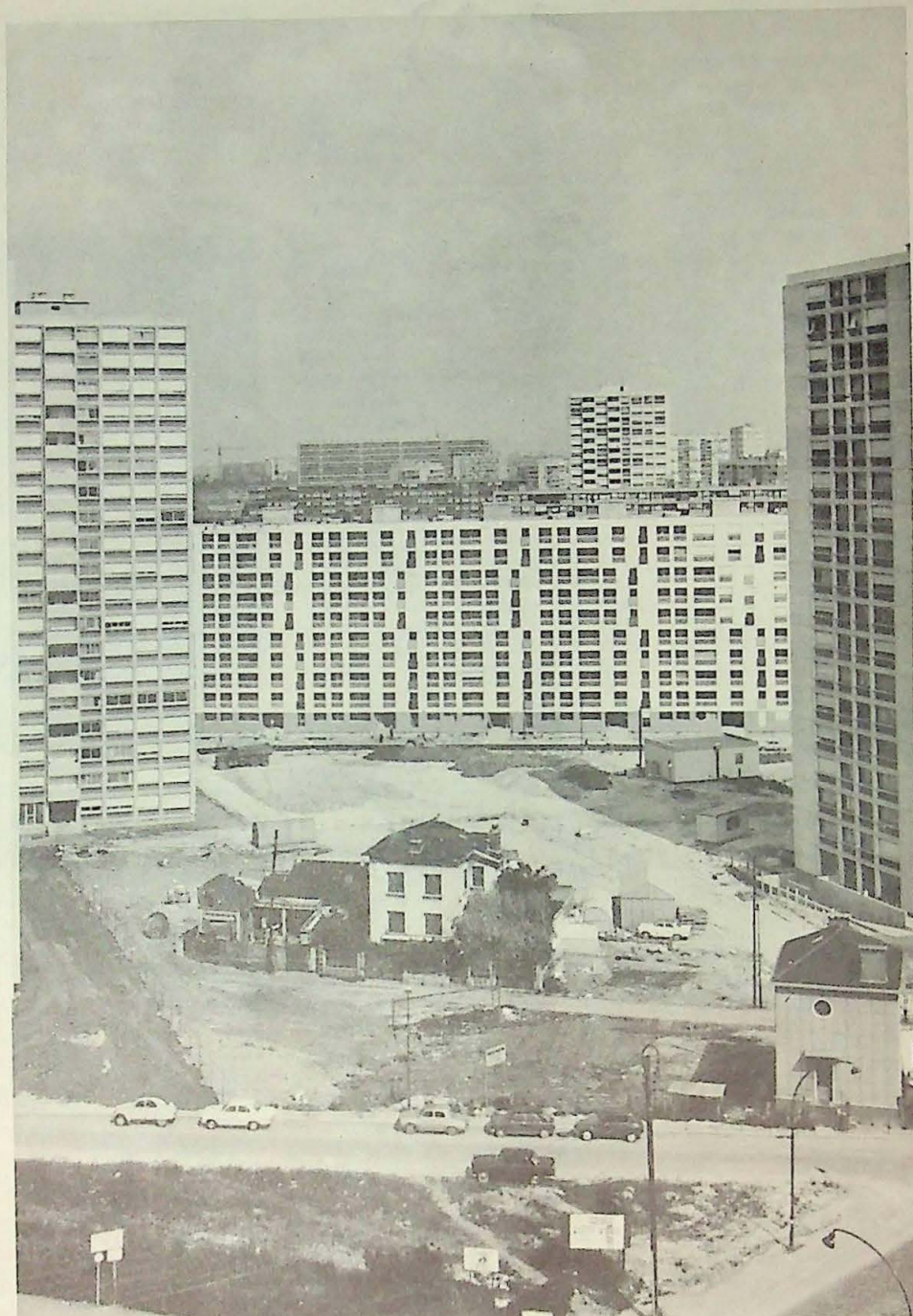
Le nombre même des H.L.M. prévu a diminué, au profit de logements à vendre. Les banques ont pris les choses en main, la Banque de Paris et des Pays-Bas, Suez.

Pour essayer tout de même de ne pas rendre la vie insupportable, on devait construire des bureaux. Mais les bureaux, dans le 13^e, ça ne se vend pas ; alors on les transforme en appartements. Les gens iront tous les matins travailler à la Défense, par le boulevard périphérique, c'est tout près...

Les encombrements

Oui mais, le matin, entre 7 heures et 9 heures, tout le monde doit faire la même chose, et les embouteillages sont inextricables.

Encore ont-ils de la chance ceux qui habitent le 13^e, parce que les travailleurs, ceux qui n'ont pas pu rester, ceux aussi qui sont chassés du 15^e par l'opération Front de Seine, doivent venir de la Grande-Borne, de Grigny, d'Evry ou d'ailleurs, et supporter une heure de « bouchon » sur l'autoroute. Ce 15^e, jadis si peuplé, si populaire, que devient-il ? Un vaste ensemble de tours prestigieuses « Perspective », « Panorama ». Mais pas de logements sociaux, pas de crèches, pas d'écoles, pas



Collombert

PARIS VA-T-IL DISPARAITRE ?

FRANÇOIS SOULAGE

d'espaces verts. D'ailleurs, ce n'est pas très utile, les gens qui habitent là peuvent partir en week-end à la campagne !

A Belleville, la colline s'est couverte de cinq grands blocs de béton, de verre et d'acier, comme à Montparnasse, dont la laideur le dispute à la monotonie.

Le 20^e c'est pareil, le 14^e aussi, et Dieu sait quel crime se prépare ici ou là.

On nous annonce déjà des tours de bureaux autour de la gare de Lyon, et un projet insensé de « cité financière » en plein cœur de Paris dont nous reparlerons.

Une longue évolution

Ne nous y trompons pas cependant. Paris est une ville qui a été bâtie en plusieurs étapes historiques, son développement a suivi celui de la bourgeoisie commerçante ou industrielle. L'expression populaire qui désigne les « immeubles bourgeois » traduit fort bien cette réalité.

Haussmann n'avait rien d'un grand bâtisseur, il était un affairiste avisé et un fin politique. La spéculation qui s'est déclenchée lors de la construction des grands boulevards, vers 1860, ramène Rives-Henrys au niveau d'un rigolo. Ces boulevards ont été percés dans les quartiers les plus populaires, ceux dans lesquels « l'émeute » pouvait prendre naissance, afin de briser l'unité géographique de la classe ouvrière parisienne et la chasser du centre.

Nouvelle étape

L'urbanisme de Haussmann est une grande illustration de la lutte des classes au sein de la ville.

Ce que nous vivons aujourd'hui est une nouvelle étape dans l'évolution du mode de production capitaliste. La restructuration des grandes firmes, la concentration croissante de l'économie exigent des centres de décisions plus vastes, plus fonctionnels, plus concentrés. La loi du profit s'étend partout, il ne s'agit plus seulement de spéculer sur les

terrains, mais sur les appartements eux-mêmes. Les sommes en jeu sont considérables, seuls les grands groupes financiers peuvent assumer les risques. La ville doit être mise au service du capitalisme. La voiture, symbole et réalité de la domination de la société de consommation, doit pénétrer partout. Pour l'immeuble de standing, le promoteur doit occuper le moindre espace disponible. Plus de place pour les travailleurs, pour la vie. Tant pis pour la pollution, l'entassement, les longs trajets quotidiens.

Le sens de la lutte à mener

Dans ces conditions, lutter contre l'automobile dans Paris, empêcher la construction de la voie express rive gauche, imposer le rejet de la Cité financière, défendre les Halles, sauver des monuments historiques est un combat de la classe ouvrière contre la domination croissante de la bourgeoisie.

La lutte « anti-pollution » empêche le développement sauvage de l'industrie, la revendication pour l'environnement est politique si elle s'attaque aux véritables causes et non simplement à leurs conséquences.

Réclamer des espaces verts, des arbres, des rues pour piétons, des berges pour se promener, un air moins pollué, des monuments dégagés, des immeubles dont la hauteur soit limitée strictement, c'est conserver à la ville une partie de la vie qui s'y attache et empêcher sa destruction totale. C'est empêcher la bourgeoisie de poursuivre son travail de dévastation.

Et si pour cela nous devons conserver certains legs de cette bourgeoisie construite sur la sueur des ouvriers et artisans, c'est peut-être aussi parce que nous sommes encore incapables de proposer d'autres formes de vie en collectivité.

Pour une autre politique

Les urbanistes parlent sans cesse de « recréer la rue » dans les cités nouvelles, c'est-à-dire de retrouver une animation qui ne doit rien à l'artificial et au « tape à l'œil ». Mais pendant ce temps les mêmes, ils laissent détruire sans rien dire les vieux quartiers, les centres historiques, et construisent des parkings sur l'emplacement des squares.

Paris ne doit pas disparaître, il est encore possible d'imposer une autre politique. Mais il faut faire vite. Mme de Hautecloque, première présidente du Conseil municipal de Paris, a bien dit qu'elle voulait défendre les espaces verts dans Paris, moyennant quoi le Conseil de Paris laisse faire un nouveau scandale immobilier, sur l'emplacement des usines Citroën, quai de Javel, autorise de nouveaux parkings et poursuit les travaux pour transformer Paris en un rival de New York. La « manif à vélo » ou l'occupation des berges de la Seine par des militants révolutionnaires est un réveil salutaire. Cela doit maintenant se multiplier.

Jusqu'au 16 juin, 1.200 délégués de plus de 100 pays, ont disserté allègrement sur les problèmes de la pollution ou des nuisances.

Ils ont parlé des problèmes posés à l'industrie par les coûts de la lutte anti-pollution. Ils ont essayé de mettre sur pied une nouvelle organisation internationale, sur le type de l'Unesco ou de la FAO.

Il y a eu des accrochages, car les pays du Tiers-Monde, même les plus modérés, ne veulent tout de même pas payer pour supprimer une pollution qu'ils ne produisent pas.

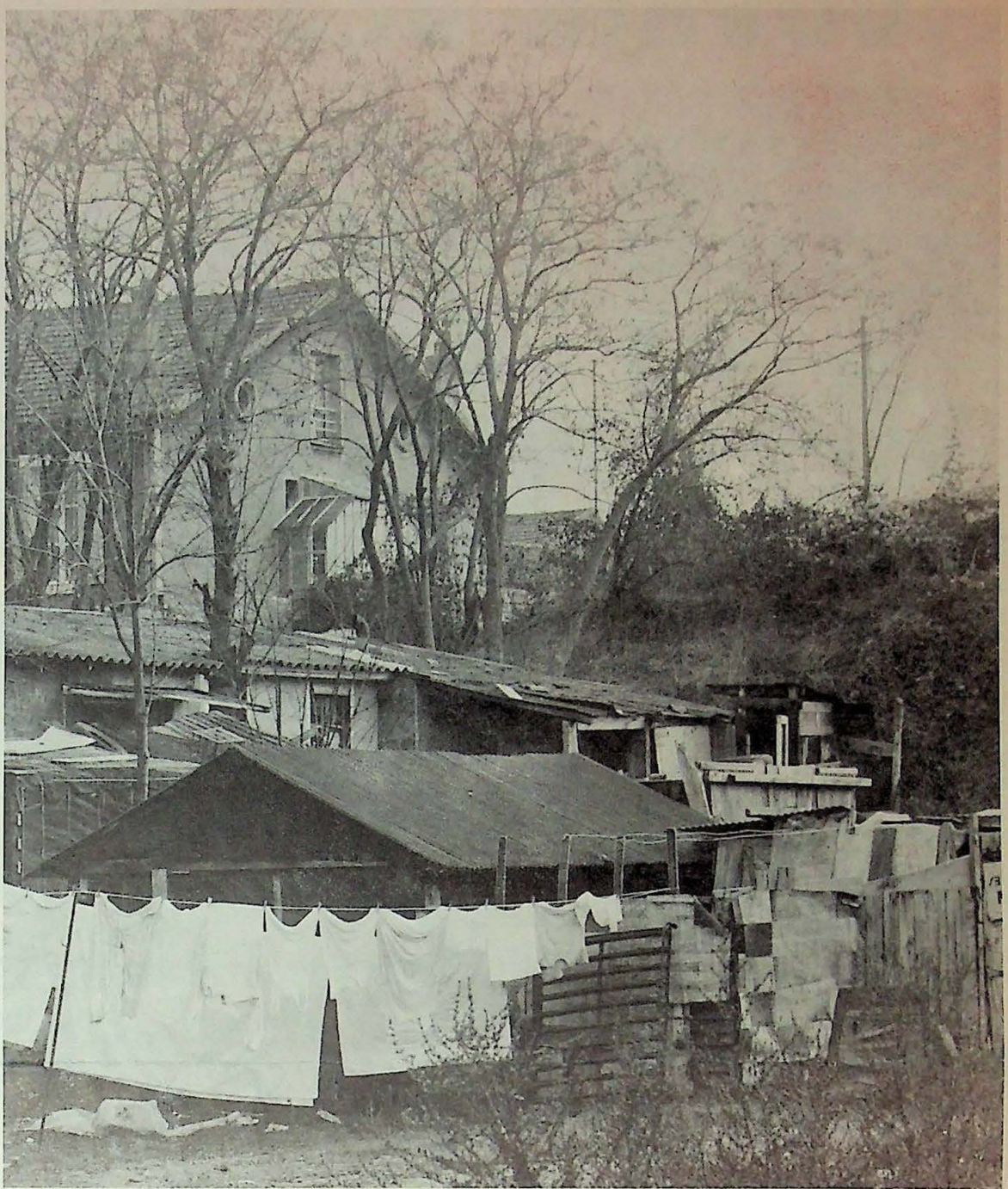
C'est tout de même un bon « gag ». On exploite le Tiers-Monde. Avec ses produits, l'industrie capitaliste produit des biens, ces biens provoquent la pollution. Et c'est le Tiers-Monde qui doit payer.

La dose était un peu forte : elle n'est pas passée.

De même lorsque les Chinois ont dénoncé l'agression US au Vietnam, tout le monde a crié au scandale : ils faisaient de la politique. Ils doivent être contents les Vietnamiens, les bombes qu'ils reçoivent, ça ne change pas leur « environnement ». Et la bombe atomique française, non plus, elle ne pollue pas ! Les retombées, ça n'existe pas peut-être.

On n'agresse pas les hommes sans agresser la nature. Il faut être sérieux ! Ce n'est pas la conférence de Stockholm qui aura permis de poser les vrais problèmes de l'environnement, dans l'entreprise, dans la ville, pourtant où l'exploitation règne, où les travailleurs subissent les cadences, l'entassement.

L'environnement n'est pas neutre comme ont voulu le faire croire plusieurs délégués.



Les absences de Stockholm

Jean Neko fait la grève de la faim

Depuis le 6 juin, Jean Neko fait une grève de la faim (11, rue Jean-de-Beauvais, (5^e) pour protester contre les essais nucléaires français dans le Pacifique en particulier et plus largement contre les essais nucléaires quel que soit le pays qui y procède. Qu'ils soient français, chinois ou américain, les conséquences néfastes sont les mêmes.

Le 14 juin le MDPL a organisé une conférence de presse où se trouvait Neko.

En fait de conférence de presse (nous n'étions pas dix journalistes, aucun quotidien de grand tirage) il y avait là quelques gentilles représentantes du MDPL qui n'avaient strictement rien à déclarer. M^{re} de Félice, gentil lui aussi, qui a par-

lé d'un groupe d'avocats constitué pour la défense des objecteurs et insoumis, et le professeur Kastler. On écoutait poliment, pas de questions, ça ne vibrerait pas ce jour-là. Et pourtant...

La déclaration de Kastler aurait dû inciter à poser bien des questions. Il s'est surtout énermé contre l'absurdité stratégique de la bombe française et son coût qui s'élève au détriment de la recherche fondamentale. Mais il s'est montré curieusement rassurant au sujet de la nocivité des retombées radioactives et des déchets radioactifs qui résultent de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. (Alors qu'en réponse à une question de TS il a admis que plus d'une usine utilisant l'énergie atomique pour son fonctionnement par 1.000 km carrés poserait des problèmes graves). Le professeur s'est par contre employé avec force à défendre la science en tant que telle (« source de connaissances pour l'homme ») et le bon savant. A l'entendre, le boulot que fait le savant n'est pas un engagement ; il cherche, il trouve — sa justification est dans la fonction. Il est allé jusqu'à dire que pour ce qui concerne la bombe française, la responsabilité de sa réalisation incombe principalement aux techniciens :

« Seul un tout petit nombre de scientifiques y ont participé ». L'essentiel de ce qu'a dit Neko se situait face à l'intervention de Kastler et en réponse à une question de TS concernant la signification du peu d'intérêt de la presse pour cette conférence.

Pour Neko il s'agit d'une conspiration de classe. Les « progrès » de la civilisation occidentale sont dus au monde scientifique qui fait partie de l'élite dirigeante secrétée par cette société. Les tentatives de transfuge venant de ces milieux (ancien chercheur, Neko a quitté la recherche scientifique) se heurtent partout à la coalition de classe, à la structure hiérarchique de la société.

Les scientifiques agissent comme si la science était neutre. Ils répandent de la merde qu'ils s'emploient à nettoyer ensuite (pollution-écologie). Quant à l'affirmation de Kastler concernant le rôle des techniciens dans la mise en œuvre de la bombe française, Neko répond que sans l'œuvre des savants on se demande ce qu'auraient bien pu faire les techniciens. Réponse sans appel.

Pour Neko, l'absence de la presse est une réaction concertée contre des idées qui s'attaquent à une société fondée sur la hiérarchie. La presse bourgeoise est un des piliers de l'élite dirigeante.

Neko s'attaque ensuite à l'apathie : tant qu'on s'inclinera, qu'on restera dans les routines de pensée traditionnelle, on ne trouvera aucune action, aucune forme de protestation valable. Et le « super patriote hystérique » Debré et ses marchands de canons resteront en place. La protestation de Jean Neko va bien au-delà des retombées radioactives, quelle que soit l'urgence en la matière. Elle pose la question de la signification même de l'existence et du mode de vie qui en est son expression. La voie de la science est sans issue parce qu'elle repose sur la notion d'un mécanisme inéluctable. Alors qu'en fait, pour un homme décidé à faire ses propres choix sans en référer aux « maîtres, césars et tribuns », tout est possible — y compris le refus de se laisser bernier par les spécialistes et les chefs, grands et petits, qui les manipulent.

En l'occurrence la grande presse a fait son devoir en ne venant pas écouter Neko, elle aurait entendu des propos qui n'auraient pas été conformes aux intérêts de ceux qui la paient.

A ceux qui demandent à Neko à quoi sert son acte d'homme seul il répond : « Peut-être à te remuer un peu ! » Et à ceux qui lui demandent « Que vas-

tu faire maintenant ? », il répond : « Ça dépend de ce que tu vas faire toi. »

Sharon Courtoux ■

● Nous lisons cette semaine dans « le Nouvel Observateur » l'affirmation suivant laquelle un nouveau courant gauchiste va se regrouper au sein du PSU « sous la houlette de Gérard Féran et Michel Mousel ». Nous serions fort curieux de savoir de quel côté se trouve le joyeux fantaisiste qui transmet de telles informations : du côté du PSU ou du N.O ? Au cours où certains auraient plus de renseignements que nous sur ce sujet, nous serions heureux qu'ils nous en fassent part ; nous leur promettons des places de choix dans notre nouveau courant !

G. Féran et M. Mousel.

PANTHÉON

Johnny Halliday

vu par François Reichenbach

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Comme l'an passé, dans un village des Hautes-Alpes, des stages nationaux de militants seront organisés fin juillet (du 24 au 30) et fin août (du 21 au 27). Inscriptions au service national formation, 9, rue Borromée, Paris XV^e. Possibilité de séjour en famille sur place pendant tout le mois de juillet et août. Tarifs dégressifs pour famille et camping.

OUVRIR DES PERSPECTIVES

Parce qu'au travers des luttes qu'ils mènent les travailleurs les plus exploités posent le problème de leur survie, parce qu'ils mettent directement en cause l'organisation capitaliste du travail, parce qu'ils choisissent les méthodes de lutte les plus dures, montrant ainsi leur détermination, la réponse aux problèmes qu'ils posent ne peut pas être uniquement de nature syndicale. Elle est aussi et fondamentalement politique. Les dirigeants du PCF et de la CGT l'ont bien compris mais les questions posées, augmentation uniforme des salaires, grève illimitée, occupation des locaux décidée par les travailleurs eux-mêmes ne peuvent trouver de réponse dans le cadre d'une stratégie réformiste. Ce n'est pas un hasard si la CGT est absente en terme de propositions offensives de toutes les luttes significatives de ces derniers mois, ou qu'elle joue objectivement le rôle de briseur de grève comme à la SCPC de Clermont-Ferrand ou à la papeterie Béghin de Corbehem (Nord).

Les objectifs mis en avant ne correspondent pas à ses objectifs stratégiques. Alors elle essaie de récupérer le mouvement par la journée du 7 juin et de se retrouver sur un terrain plus conforme à son action en lançant la polémique Séguy-Chaban sur les 1.000 F de salaire minimum.

La CFDT a refusé de participer à ce qu'elle appelait la journée éteindre ne voulant pas s'associer à la tentative de récupération. Mais il ne suffit pas de dire non à la canalisation de la volonté d'agir vers les prochaines législatives, encore faut-il proposer une autre stratégie à la classe ouvrière. Faute de l'avoir fait clairement, certaines de ses sections syndicales qui resentaient profondément le besoin d'agir ont suivi la CGT. Les dirigeants CFDT savaient qu'un nouveau refus de leur part aux propositions CGT, sans faire de contre-propositions, les placerait dans une situation plus qu'inconfortable, leur base militante risquant de suivre, cette fois-ci massivement, les mots d'ordre réformistes faute de mieux.

UN COMPROMIS PAS CLAIR

L'accord passé entre les deux centrales est un compromis entre la volonté de contrôler les luttes en les centralisant par des journées d'action sans lendemain, et le développement des luttes à la base sur les objectifs et avec les moyens décidés par les travailleurs. C'est ainsi que l'on propose aux ouvriers de faire deux heures de grève pour décider de ce que sera la journée centrale du 23, alors qu'en tout état de cause sa nature sera de toute évidence négociée entre les dirigeants des deux centrales, qu'ils soient fédéraux ou nationaux. Comme on le voit, le résultat est pour le moins boiteux. De plus le PCF et le PS préparant leurs grandes manœuvres électorales, vont se mettre d'accord à la fin de ce mois sur une plate-forme minimum

pour les prochaines législatives. Il est bien évident qu'ils vont chercher par tous les moyens à profiter de la situation pour tenter de dévier les travailleurs de leur but et de récupérer leurs actions au profit de l'union de la gauche, la CGT servant de relais. A un contre trois la CFDT se trouve bien isolée, d'autant plus que ses contradictions internes l'empêchent de répondre clairement. Comme je l'ai dit la situation est fondamentalement politique et les responsabilités du mouvement révolutionnaire sont importantes dans les circonstances présentes.

aucun cas servir à étouffer les luttes locales. Le problème est de savoir comment et sur quels objectifs. C'est ici que les militants révolutionnaires ont un rôle primordial à jouer. Leur tâche est de développer les luttes en cours en élargissant le soutien populaire, en mobilisant d'autres catégories de travailleurs, en essayant, et ce n'est pas le plus facile, de réaliser la jonction entre les luttes ouvrières et paysannes. Ils doivent mettre en évidence les contraintes patronales et étatiques qui renforcent l'exploitation des travailleurs en montrant que c'est la lutte collective qui les

tre la hiérarchie. Les travailleurs eux-mêmes nous le montrent. Ils font du salaire minimum de 1.000 F une arme contre la hiérarchie, contre l'organisation du travail, contre le système d'exploitation capitaliste. La campagne menée par la CGT et la CFDT pour la retraite à 60 ans a montré combien les travailleurs sont sensibilisés sur ce problème.

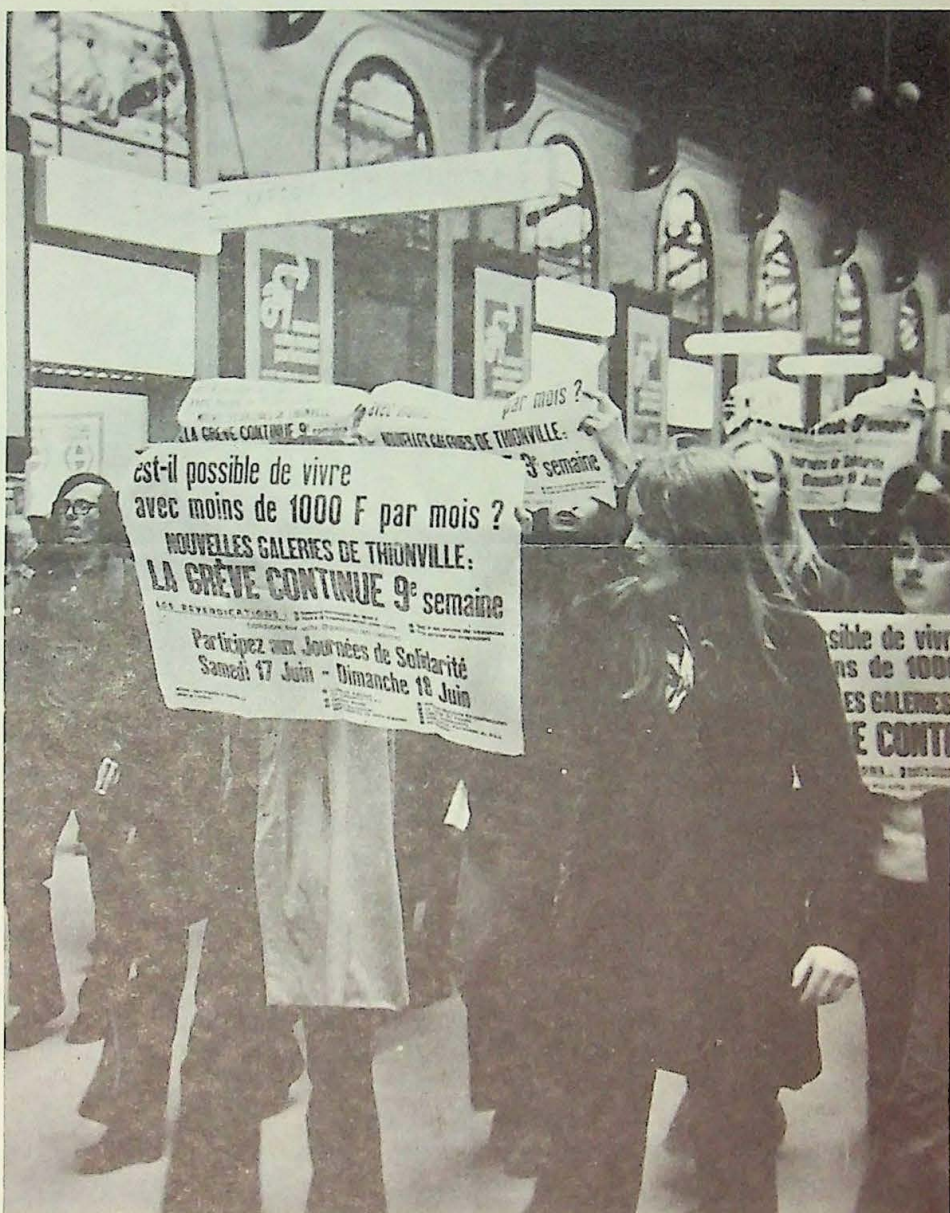
De plus, l'ensemble des exploités ne peut pas monter à la bataille sur des revendications catégorielles et disparates sous peine de se voir battre en brèche par le pouvoir. La revendication du statut unique de l'OS à l'ingénieur qui donne à l'ensemble des travailleurs les mêmes droits, les mêmes garanties, quelle que soit sa situation hiérarchique est un impératif qui permet l'unification et apporte des garanties supplémentaires de victoire.

DES ASSEMBLÉES OUVRIÈRES DEMOCRATIQUES

Il faut aussi savoir comment se fera cette jonction, comment se prendront les décisions. Si les deux heures proposées par l'accord CGT-CFDT pour tenir des assemblées ne sont que des meetings de responsables syndicaux faisant des propositions sur lesquelles les travailleurs ne peuvent intervenir, alors la démocratie ouvrière est un leurre, les propositions de décisions à la base une duperie. Il faut que ces assemblées soient réellement des lieux où l'ensemble des travailleurs puissent intervenir, faire des propositions, débattre des possibilités de jonction avec les autres. La démocratie ouvrière d'aujourd'hui dans les luttes préfigure la société de demain. Nous avons toujours dit que les assemblées réellement démocratiques prenant leurs décisions étaient une des conditions primordiales et en tout cas indispensable à l'axe stratégique du contrôle ouvrier. Rien n'a changé sur ce point. La véritable unité populaire ne dépend pas d'accords entre états-majors syndicaux ou politiques, mais de la capacité de la classe ouvrière à surmonter ses contradictions internes au travers du débat qu'elle peut mener.

Il dépend maintenant de notre capacité à faire des propositions offensives pour éviter de voir les travailleurs se précipiter dans le canal étroit de l'union de la gauche, passant les différentes écluses électorales pour aboutir dans le lac sans issue d'une gestion « démocratique » du capitalisme. Il dépend de l'attitude du mouvement révolutionnaire que l'espoir socialiste cesse d'être un mythe pour devenir la réalité de demain, construite à partir de nos luttes de tous les jours.

A. RANNOU
responsable adjoint entreprise ■



Elire Kagan

1.000 F MINIMUM LA RETRAITE A 60 ANS LE STATUT UNIQUE

Les travailleurs sont engagés dans un certain nombre de luttes locales pour des salaires leur permettant de survivre, pour l'amélioration des conditions de travail, d'hygiène et sécurité, pour la reconnaissance de leurs plus élémentaires droits syndicaux et politiques (notamment les travailleurs immigrés), contre le pouvoir patronal et les licenciements. Le développement de ces luttes, s'il reste dans le cadre local, ne peut amener réellement de changements fondamentaux et il n'est pas question pour nous d'opposer les luttes locales à des actions de caractère plus général. Elles peuvent et doivent être complémentaires et en

brisera. Ils doivent démontrer dans l'action que ce sont les travailleurs eux-mêmes qui doivent déterminer leurs objectifs et les moyens de leur combat afin de prendre en main dès aujourd'hui leur destin pour la victoire de leurs revendications afin demain d'imposer leur pouvoir.

Il n'est pas question non plus d'opposer les revendications particulières d'une entreprise aux revendications générales permettant l'unification des luttes autour de cibles précises. Penarroya, le Joint Français, Gyrosteel, les Nouvelles Galeries nous montrent l'urgence de la revendication de 1.000 F.

On ne peut pas vivre aujourd'hui avec 710 ou 750 F par mois. Mais cette revendication n'a de sens que dans le cadre d'une action con-